Critique Communiste

revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e^ Internationale)

64

juin 87 14 fr

LE PEN
LES CRAQUEMENTS SINISTRES

●

BARBIE ENTRE CRIME ET CHATIMENT

●

Bulle papale

●

Un an après Tchernobyl
LA MENACE NUCLEAIRE

●

DEFI AFGHAN

●

ONI
Des staliniens polonais parlent

●

Souvenirs, souvenirs...

UN REMEDE A L'AMNESIE

La mémoire qui flanche, le cerveau en sauce blanche, ça se soigne. A condition de reconnaître les symptômes à temps.

Donc, si en regardant le gros Le Pen parler du SIDA à la télévision, vous vous êtes dit : « Bah ! un démagogue de plus, il n'a aucune chance de convaincre qui que ce soit avec de telles conneries ! », ça y est, vous êtes atteint.

Pour vous soigner, ne dites pas : un Le Pen, c'est un futur Barbie. D'abord, rien ne vous permet de l'affirmer, même si vous étiez pensionnaire de la villa Susini dans les années cinquante à Alger. Et puis ça laisse une désagréable impression de fatalisme, alors qu'au fond de vous-même vous êtes prêt à aider Le Pen à ce qu'il n'en soit rien.

Dites plutôt : un Barbie, c'est un ex-démagogue qu'on aurait laissé poursuivre ses divagations, et vous serez plus proche de la convalescence. Une crise économique qui dure, un mouvement ouvrier qui patauge dans ses divisions, un démagogue qui arrive et qui dit : « Les responsables sont les Juifs qui répandent la syphilis et le communisme », ça ne vous dit rien ? Dans l'Allemagne des années vingt, c'étaient les lepenneries à la mode. Quelques millions de hyènes puantes payèrent ensuite de leur vie de ne pas les avoir prises au sérieux à temps.

Et vous vous dites : la mémoire, ça s'entretient, ça se ranime, comme une flamme qui passe de génération en génération. Et vous vous dites : on ne nous y prendra pas deux fois. Pour faire disparaître le spectre des trains de Pasqua ou des « sidatoriums » de Le Pen, pour ne pas recommencer le procès Barbie dans quarante ans, la lutte pour une issue socialiste à la crise capitaliste est encore le remède le plus sûr.

Bravo, vous êtes guéri.

Le Pen : les craquements sinistres

Francis SITEL

Peut-être que vont se dissiper
Les ombres qui nous faisaient trembler ?
Que les craquements sinistres
Qui ces temps-ci nous inquiétaient
N'avaient rien de vrai ?

Bertolt Brecht

Juin 1987, à moins d'un an de l'élection clé, Le Pen premier au hit parade des présidentielles ! Non qu'il ait aucune chance d'être élu, mais parce que, à la différence d'autres, il a réussi à propulser sa candidature à la une de l'actualité. Quelle différence avec des rivaux qui pataugent et brouillonnent lamentablement. A gauche : Mitterrand, impavide, dans le rôle voyant du non-candidat ; Rocard, fébrile, en intérimaire, et Lajoinie en hallebardier. A droite : Barre, toujours tortueux, Chirac, de plus en plus fulminant ; les deux « travaillant »... à faire taire Léotard ! Le Pen, lui, plastronne et se pavanne. Hideux.

ON ne parle que de lui. Qu'importe que ce soit pour en dire du mal : l'important est d'emplir l'actualité. Ce ne sont pas les mascarades autour de Jeanne d'Arc ni les piètres prestations télévisées qui expliquent ce succès, mais une double prise de conscience au sein de l'opinion. D'une part, le lepénisme est un fascisme. D'autre part, avec ses 10 % de voix, Le Pen semble d'ores et déjà tenir en main les clés de la prochaine élection présidentielle. Ainsi se trouve-t-il propulsé au centre de la vie politique française. Au moment où le procès Barbie ravive une mémoire historique torturée, salubre rappel que l'impensable a eu lieu et que l'horreur indicible hante le siècle.

Inutile de se le cacher : à la différence des autres, Le Pen a réussi son entrée en scène. Il vaut la peine d'en observer les raisons et les effets.

L'inconnue de l'équation majoritaire de droite

Pour la droite, Le Pen est incontournable au regard de toute perspective de victoire en 1988. En mars 1986, avec 10 % de l'électorat, trente-cinq députés et cent trente-sept conseillers régionaux, le Front national s'incrustait dans la vie politique française [1]. Le sondage SOFRES pour *le Monde* et RTL, réalisé fin avril 1987, avant le passage de Le Pen à Antenne 2, est venu confirmer cette réalité : 24 % d'appréciations positives et 9 % d'intentions de vote (auquels il faut ajouter 12 % qui n'excluent pas de le faire)...

« Il y a de plus en plus de gens qui se situent clairement par rapport à lui, commentaient Alain Rollat et Paul-Jacques Truffaut [2], *cela confirme qu'il est devenu, depuis son premier grand succès électoral des élections européennes de 1984, l'un des points majeurs de polarisation de la vie politique française. Ensuite, si le Front national ne progresse pas, il ne recule pas non plus. Il dispose d'un ancrage solide. »* Ce qui signifie très clairement que, pour gagner les élections, *la droite doit, sous une forme quelconque, faire alliance avec Le Pen.* Ce que confirme le fait que dans plusieurs régions les voix du Front national sont nécessaires à la majorité de droite [3]. Lecanuet tire la conclusion lorsqu'il prône la *« discipline natio-*

nale » aux élections entre Front national et majorité.

Le coup d'éclat de Michel Noir est d'avoir dit tout haut cette simple évidence. En inversant les termes de la proposition : il faut refuser l'alliance avec Le Pen, au risque de perdre les élections. *« La responsabilité d'un homme politique n'est pas seulement de gagner des élections pour exercer le pouvoir,* écrivait-il dans *le Monde. Elle est aussi de veiller à ce que nos sociétés n'oublient pas les valeurs sur lesquelles elles sont construites. Pour cela, j'ai l'intime conviction qu'il faut être capable de dépasser les intérêts partisans et même d'accepter de perdre des élections, fussent-elles présidentielles. Aucun gaulliste digne de ce nom n'accepterait d'être élu en transigeant sur ses convictions les plus précieuses : la liberté, la tolérance et le respect de la personne humaine.*[4] »

Le courage, par ailleurs réel, d'une telle déclaration doit être mesuré à l'aune de l'affaissement du chiraquisme. La seule politique présente de Chirac étant de se refuser à choisir. Ce qui constitue bien un choix, mais des moins glorieux ! Car on retiendra de ses propos la condamnation de Noir, invité à se taire ou à se démettre, et l'invitation à ne pas se couper des électeurs lepénistes : *« on constate qu'un certain nombre de gens, exaspérés par les conditions de vie et par la situation de la société, se sentent attirés par un discours sommaire. Ceux-là ne doivent pas être rejetés. Ce sont des gens mécontents*[5] *».*

Ainsi, au moment décisif, c'est la tactique Pasqua qu'appuie Chirac : celle du lepénisme sans Le Pen... Politique de Gribouille qui, consistant à priver Le Pen de ses propositions en les mettant en œuvre, revient à légitimer celles-ci sans satisfaire — et pour cause ! — les aspirations réelles de l'électorat du Front national. Comme le soulignent les commentateurs, la faillite d'une telle tactique s'est avérée au plan électoral : appliquée avec constance et à grande échelle, elle n'a en rien réduit l'audience du Front national.

Mais le renforcement du Front national n'est pas la principale mesure de la nocivité de la politique gouvernementale en matière d'immigration et de libertés. Ce dernier n'est que la conséquence d'un double phénomène qui est le résultat direct des mesures Pasqua : la *légalisation* des thèmes lepénistes et, par ricochet, la *radicalisation* de l'électorat du Front national. Une telle politique ne peut, en effet, qu'aggraver les tendances de fond qui travaillent cet électorat. Donner raison, dans les faits, à Le Pen, c'est crédibiliser ses propositions et confirmer l'efficacité du vote Le Pen. Faire la preuve pratique de leur inefficacité au regard des vrais problèmes, c'est inciter à aller plus loin dans la surenchère raciste et sécuritaire. Bref, cela revient à préparer l'accession de Le Pen au pouvoir. Avec son habituelle impudence retorse, Le Pen en prend acte lorsqu'il évoque un Pasqua ministre de l'intérieur... d'un gouvernement dirigé par lui !

Après tout, 18 % des sondés souhaient que Le Pen devienne ministre après l'élection présidentielle. Et rien ne dit que celui-ci ne sera pas, demain, en situation de dicter ses conditions avant de tenter de convaincre cette moitié de son électorat qui n'est pas prête à voter au second tour pour le candidat de la droite. Ce peut être des garanties quant à la préservation de son groupe parlementaire, ce pourrait être davantage... Sordides marchandages qui ne pourront qu'accroître le discrédit de la « classe politique », comme on dit dans les journaux sérieux. Discrédit qui est un véritable arbre à tartines pour l'insatiable appétit de Le Pen.

Que valent, au regard de l'action concrète du gouvernement, de la part de tel ou tel, les pétitions de principes d'attachement à la démocratie ? Genre main sur le cœur, pour Chirac, qui s'exclame : *« Je rappelle que j'ai eu une position constante de refus de cette idéologie. »* Ou, pire, celle de Messmer, façon ancien combattant : *« Les gens qui ont fait la guerre n'ont aucun complexe à l'égard du problème du racisme, de l'antisémitisme ou de l'immigration. Ils n'ont plus à faire leurs preuves.*[6] » N'est-ce pas oublier un peu vite que, dans les années quarante, lorsque la plus grande part de la droite française se vautrait dans la collaboration, elle usait d'artifices semblables : dans l'ombre de Pétain, avec déjà une guerre d'avance comme label patriotique et assurance de civilité, grouillaient les rats, parfois déguisés en ministres, qui allaient anticiper et surenchérir sur les exigences antisémites des nazis ? Quant à l'élan de la Résistance, il fut celui non de la démocratie bourgeoise mais de la lutte contre l'oppression et pour l'émancipation sociale.

Le discrédit de la classe politique

Lorsque monte la menace de la barbarie, les prises de position qui n'ont d'autre substance que de se revendiquer d'un passé mort et falsifié sont de peu de poids. Seuls comptent les *actes*, au présent. Et, pour en revenir à Pasqua, qu'importe l'image jaunie du résistant en culottes courtes pour juger de la responsabilité d'un ministre qui évoque les trains destinés renvoyer les immigrés, à l'heure où, Le Pen attisant le racisme et Barbie étant jugé à Lyon, la mémoire collective se souvient des convois de la déportation ?

La droite, en cherchant à réduire l'audience du Front national par la récupération de ses thèmes, ne peut, répétons-le, que se discréditer irréversiblement. Et c'est pour cela qu'elle se divise. Au-delà des coordonnées personnelles, non-négligeables, se dessinent des projets en pointillé, perspectives encore floues des lignes de fuite de la faille qui vient de s'ouvrir en plein

Pour contrer l'influence de M. Le Pen

M. Jacques Chirac veut relancer la réforme du code de la nationalité

L'entrée en campagne de M. Le Pen, accélérée par sa participation, le mercredi 6 mai, à « L'heure de vérité », inquiète de plus en plus la majorité. M. Chirac veut réagir en privant M. Le Pen d'un de ses principaux chevaux de bataille : le code de la nationalité. Il désire que ce texte soit débattu au Parlement au mois de juillet. Cette proposition suscite l'hostilité d'une partie de l'UDF.

(Lire page 8 nos informations et l'article de DANIEL CARTON.)

La une du *Monde* le 8 avril 1987, dessin de Plantu.

cœur de la majorité, au sein même du RPR.

Chirac, obsédé par la conquête du pouvoir, voit-il l'incompatibilité croissante entre les deux solutions possibles, qui déchirent la droite : soit l'alliance, objective ou ouverte, avec l'extrême droite, soit le dégagement d'un centre démocratique libéral, intransigeant par rapport à Le Pen, et, le cas échéant, disponible pour un rapprochement avec le PS dans le cadre d'un nouveau septennat socialiste ? Les louanges accentuées des qualités d'homme d'Etat de Mitterrand, de la part de Noir, comme les appels à la formation d'un *« vrai centre »*, sous la plume de Simone Veil [7], inclinent vers cette seconde direction. A l'opposé, la politique de Pasqua fait le lit d'une droite que sa démagogie raciste rendrait prisonnière du Front national.

Futurs reclassements politiques au regard desquels, paradoxalement, la préparation de l'élection présidentielle joue un rôle de blocage. Comme le souligne Simone Veil, *« l'élection au suffrage universel du président de la République est au contraire une difficulté à surmonter »*, les deux candidats de droite *« seront obligés l'un et l'autre de jouer sur le même éventail de clientèle »*. Mais, cette page aussitôt tournée, et quel qu'en soit le résultat, sonnera l'heure des bouleversements politiques. Pour la droite, derrière l'attitude par rapport à Le Pen, se trancheront d'autres choix : sur la politique vis-à-vis du mouvement ouvrier, sur la place de la France au sein de l'Europe et du système impérialiste... Veil et la fraction de la bourgeoisie au nom de laquelle elle parle font montre d'une lucidité politique qui contraste étrangement avec l'aveu de sa marginalité relative et de son impuissance à peser sur les décisions politiques présentes.

Pour sa part, la gauche, derrière Mitterrand, apparaît prisonnière d'un schéma symétrique et inverse : passée maîtresse dans l'art d'utiliser le phénomène Le Pen pour diviser la droite et organiser son échec en 1988, elle se montre d'une myopie absolue sur les conséquences de la situation ainsi créée et incapable de proposer une perspective sociale apte à contrecarrer la montée de ce courant. D'où cette activité d'apprentis sorciers qui ne laisse d'inquiéter...

Evidence en ce qui concerne le PS qui, après lui avoir ouvert les grands médias et avoir démoralisé une partie de son électorat populaire, appelle à la mobilisation contre Le Pen sur des bases strictement démocratiques. Mais réalité aussi du PCF qui, outre ses carences sur le terrain de la lutte contre le racisme, ne peut prétendre à la fois

Jeanne d'Arc « fêtée » par l'extrême droite le 10 mai 1987.

faire passer la ligne de classe entre lui-même et le PS et s'engager clairement dans le combat antifasciste. Vieille leçon de l'histoire !

Bref, face à Le Pen, toutes les forces institutionnelles, quelles que soient leurs déclarations de principe, voire les sentiments véritables de tel ou tel, se consacrent principalement aux jeux politiciens. C'est oublier que, s'il s'agit de réduire la politique à la manipulation, le fascisme ne peut être que gagnant, parce qu'en ce domaine, par nature, il est le maître !

Il convient, à ce sujet, de faire un sort à l'argument ayant trait à la proportionnelle. La droite, toutes composantes réunies, y compris Noir, accusent le PS et Mitterrand d'avoir donné au Front national sa représentation parlementaire actuelle. Le système de fausse proportionnelle établi par Mitterrand relevait bien d'une manœuvre audacieuse pour précipiter le groupe lepéniste dans les jambes de la droite et déstabiliser celle-ci. Mais croire qu'il suffit de revenir au scrutin majoritaire pour laminer le Front national et se dédouaner des concessions faites à l'extrême droite relève de l'infantilisme. La manipulation éhontée de la représentation parlementaire ne peut que dévaluer davantage la « démocratie » et radicaliser un électorat qui, représentant 10 % de la population, ne peut être réduit à si peu de frais. Curieuse médecine que celle qui consiste à briser le thermomètre pour faire tomber la fièvre !

De telles politiques et de tels débats permettent de prendre la mesure de l'incapacité de ladite classe politique à faire face au danger qui menace la société. Ce qui nous amène à l'essentiel : cette incapacité est celle de la droite et de la gauche à apporter le moindre début de réponse à la crise et à ses dégâts. Ce que souligne fort bien Jean-Marie Colombani dans son remarquable article « L'œuf du serpent » [8] : *« Ni l'une ni l'autre ne veulent avouer qu'elles sont coresponsables des déchirements progressifs du tissu social, sous l'effet d'une crise qui dure depuis quatorze ans. M. Rocard plaide pour un "cordon sanitaire" autour de Le Pen. Certes. Mais encore faut-il pouvoir rendre l'espoir. Car M. Le Pen n'est peut-être que l'expression politique de tensions plus fortes qui commencent à sourdre. Une insécurité sociale (chômage, flexibilité, etc.) qui s'étend ; une économie désespérément frappée d'atonie ; des distorsions de plus en plus grandes dans la répartition d'un effort dont on ne voit pas la fin. Le gouvernement de M. Chirac aurait alors rapproché ce seuil psychologique de l'intolérable. Si tel était le cas, le vote pour Le Pen risquerait d'être le dernier acte démocratique d'une partie de la France, celle qui est sinistrée. Au-delà, nos tickets, comme ceux des hommes qui nous gouvernent, ne seraient plus valables. »*

Le phénomène n'est pas autre chose, en effet, que la face noire de cette absence d'issue à la crise capitaliste, de ce refus d'apporter des réponses alternatives à la régression sociale dont sont porteuses les attaques patronales. Faute de projet de société, gauche et droite ne peuvent qu'osciller entre accomodements honteux et illusoires dénoncia-

tions démocratiques du lepénisme. Et l'on entend, se faisant écho, les *« fausses solutions à de vrais problèmes »* d'un Fabius et le légitime *« mécontentement »* de gens qu'on ne saurait *« rejeter »* de Chirac. Dans ces conditions, les élans démocratiques des uns et des autres sonnent creux.

Progressivement se met en place une constellation de facteurs de nature à autoriser la montée du fascisme : une droite qui cède à d'anciennes et irrépressibles connivences, une gauche divisée et impotente dès lors que la situation exige des ambitions dépassant le niveau des opérations à courte vue. Le fascisme s'est toujours nourri de telles faiblesses. Sa force est de savoir, sur fond d'affaissement intellectuel et moral de la classe dirigeante, s'assimiler tous ces abandons. L'opinion l'a sans doute compris. Tel est le changement apparu en ce mois de mai, qui a modifié l'image de Le Pen.

Les défis d'une menace

Le même sondage SOFRES indique que 55 % des Français considèrent que Le Pen représente un danger pour la démocratie (contre 50 % en octobre 1985, 43 % en mai 1984, 38 % en octobre 1983). Cette progression assez spectaculaire témoigne et de l'impact des campagnes du Front national et de la perception qu'en a aujourd'hui une majorité de la population.

Le Front national et Le Pen lui-même se trouvent placés devant un choix : ou s'efforcer de maintenir l'ambiguïté qui a permis leur succès en tant que force politique somme toute « respectable » — celle d'une droite « extrême » jouant honnêtement le jeu parlementaire —, ou s'engager dans une dynamique *ouvertement* fasciste, assumant le mépris de la démocratie et préparant l'affrontement avec le mouvement ouvrier. Les caractéristiques présentes de la crise, qui ne relèvent pas d'une logique catastrophiste du type des années trente, les jeux complexes de la cohabitation entre la gauche et la droite, et les difficultés du Front national à organiser une base de masse et militante poussent encore dans la première direction. A l'inverse, l'approfondissement progressif et destructeur de la crise, le discrédit croissant du personnel politique, ainsi que la logique propre du racisme invitent à la radicalisation. D'autant que le retour au scrutin majoritaire, qui représente une menace par rapport aux positions institutionnelles acquises, d'une part, et, d'autre part, l'accession au vote et à la vie politique d'un nombre croissant de jeunes Beurs sont suceptibles de constituer de puissants accélérateurs d'une telle évolution extrémiste.

Gare à la marée noire...

En tout état de cause, bien naïf qui croirait qu'une force préfasciste ou fasciste n'est pas en mesure de gérer sur le long terme une telle contradiction. Tant qu'elle apparaît porteuse d'une solution, quelle qu'elle soit — c'est-à-dire tant qu'elle n'est pas elle-même touchée par le discrédit de la « politique politicienne » aux yeux de ses partisans —, elle peut jouer sur plusieurs tableaux et empocher les bénéfices d'attitudes apparemment contradictoires.

Tel est bien le cas aujourd'hui du lepénisme qui joue la respectabilité tout en insultant la presse, qui se revendique d'une politique économique néo-libérale et agite le spectre du SIDA pour instiller le racisme, la peur et l'ordre répressif... Le cynisme putride — celui du combat contre le *« racisme antifrançais »* et des mesures anti-*« sidaïques »* —, n'est-ce pas la marque indélébile du fascisme ?

Un fascisme qui ne relève ni d'une seule époque ni d'une forme unique. La difficulté étant de savoir lire, dans ce qui n'est encore qu'un embryon, ce que pourrait être la cristallisation dans nos sociétés d'une nouvelle barbarie en cette

Dessin de Plantu, extrait du *Monde*.

fin de siècle. La saisie du SIDA comme thème de propagande et la répulsion qui en a résulté en est une indication : elle réactive la vieille et irrationnelle alliance, sous le signe de la mort, du sang et du sexe pour justifier le rejet horrifié de l'autre ; en même temps qu'elle dessine des mesures, à la fois ancestrales et étayées aux techniques modernes, celles du flicage informatisé, de l'exclusion de masse et de la classification maniaque... Fantasmes d'une démence que la crise du système capitaliste peut appeler à se réaliser.

Car cette menace ne peut être comprise abstraction faite des tendances profondes à l'œuvre dans la crise. Ni des renoncements et abandons — sous couvert d'« adaptation » — par lesquels la « classe politique », à gauche comme à droite, prétend y répondre. C'est dire aussi qu'il n'est de riposte effective sans faire face à ces problèmes-là. En d'autres termes : la défense démocratique ne peut prendre corps qu'investie d'un contenu de classe.

Ne faire aucune concession à Le Pen c'est, par exemple, ne pas cantonner la bataille antiraciste à la dénonciation démocratique des « excès », de langage ou d'acte, du Front national. C'est combattre le racisme sous toutes ses formes, à commencer par celles qui sont institutionnalisées et légalisées par Pasqua et le gouvernement, et alimentées par l'idéologie néo-libérale de la compétition sans frein et de l'inégalité sauvage. Et lui opposer *l'exigence radicale de l'égalité des droits.* Base sur laquelle les forces motrices de la riposte antifasciste, celles qui assument la portée révolutionnaire d'un tel mot d'ordre et les méthodes de lutte qu'elle appelle, seront en mesure d'impulser le plus large front antiraciste, rassemblant toutes les forces sociales et politiques qui, quelles que soient leurs responsabilités dans l'état de fait actuel et leurs références idéologiques, veulent barrer la route à Le Pen.

De même, en ce qui concerne les autres questions, celles de l'emploi et des libertés, la contre-offensive ne peut être bornée au seul plan démocratique et relever d'une simple conception défensive. Elle appelle un projet mobilisateur qui témoigne qu'une solution existe, dès lors qu'on prépare une transformation radicale des structures sociales. C'est une telle alternative à la régression sociale dont la crise est porteuse qui peut permettre l'affirmation et l'élargissement d'un mouvement de masse d'une intransigeance absolue face à Le Pen. Ce dernier se repaît de la décomposition d'une culture bourgeoise minée par la crise. C'est une autre culture, déjà en gestation, en particulier au sein de la jeunesse, faite d'acceptation des différences, féministe, égalitaire, éprise de justice sociale et démocratique, qui, offrant une perspective d'avenir, permettra de désintégrer la première en animant un nouvel élan de la société.

L'enjeu dépasse, et de beaucoup, la seule future élection présidentielle. Mais celle-ci, on le sait, constituera une échéance clé dans l'organisation de ce combat et, espérons-le, dans la réorganisation des forces ouvrières. On peut penser que le rapport de forces décisif se jouera dans la capacité du mouvement ouvrier à déployer de nouvelles lignes de combat et au sein de la jeunesse. En ce qui concerne cette dernière, les derniers mois, par les étonnantes conjonctions qui les ont marqués, pèseront lourd. N'ont-ils pas été dominés par l'affirmation d'une nouvelle génération politique, née du combat antiraciste et de l'exigence de justice sociale, qui aujourd'hui est invitée à renouer les fils d'une mémoire militante que trament les souvenirs du nazisme et de la résistance antifasciste ? Les leçons politiques de l'un et l'autre ne sauraient être perdues...

Francis Sitel

1. *cf. Critique communiste* n° 51, avril 1986.
2. *Le Monde*, 6 mai 1987.
3. Aquitaine, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Haute-Normandie, Picardie.
4. *Le Monde*, 15 mai 1987.
5. *Le Monde*, 20 mai 1987.
6. *Le Monde*, 21 mai 1987.
7. *Le Monde*, 23 mai 1987.
8. *Le Monde*, 19 mai 1987.

Nouvelles du Front national

René FOUGEROLLES

Le lancement de la campagne présidentielle de Le Pen vise à occuper les médias et à mobiliser ses troupes dans une conjoncture politique favorable. En exploitant la crise de la droite aux affaires, Le Pen espère maintenir, voire renforcer sa base électorale en faisant valoir la « différence » de son courant au bilan de deux années d'exercice parlementaire. Une progression le mettrait en position d'imposer quelques-unes de ses exigences. Comme celle du désistement en sa faveur dans les circonscriptions où le candidat du Front national arriverait en tête lors des législatives qui s'ensuivraient. Comme celle qu'indiquent ses nombreuses proclamations sur la force de proposition que pourrait constituer un ministre Front national au sein d'un futur « vrai gouvernement de droite »...

Pour autant, c'est autour de deux questions que se noue l'avenir du Front national sur l'échiquier politique :

◇ Celle de ses avancées dans la structuration d'une force militante à la hauteur de ses ambitions de construire le grand « parti de la droite nationale ».

◇ Celle de ses capacités à définir une stratégie politique autonome qui ne se limite pas à des discours, pour spectaculaires qu'ils soient, sur les bancs de l'Assemblée.

Sur ces deux questions, la réalité apparaît pour lui moins radieuse que ne l'affirment avec emphase ses dirigeants.

Une réalité militante fragile

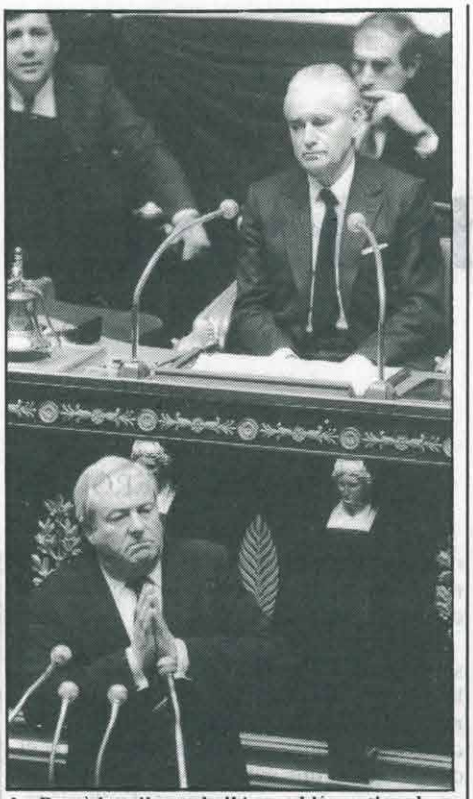
Mise en place de structures dans chaque département, écoles de formation, hebdomadaire luxueux, groupe parlementaire et d'élus régionaux, création d'associations regroupant ses sympathisants dans de nombreuses couches sociales, le Front national a su utiliser sa nouvelle aura et les moyens financiers qui en découlent pour renforcer son appareil. A l'évidence, nous sommes loin de la petite formation de quelques centaines d'adhérents d'avant 1983, recroquevillée autour de son président. Mais la réalité militante reste bien fragile, comme en témoignent les ventes de la presse ou la faible participation aux cortèges des dernières manifestations (moins de mille aux rassemblements contre les attentats ou contre les grèves à la SNCF).

S'il a su s'assurer une place centrale au sein des divers courants de l'extrême droite, la vague d'adhésions issues des européennes de 1984 et des cantonales de 1985 reste difficile à stabiliser. L'entrée au Parlement du groupe Front national n'a pas entraîné un nouveau vaste mouvement d'adhésions. Il apparaît que les nouveaux ralliés sont davantage l'expression de la crise de la droite dans l'après-1981 que la preuve des avancées d'un projet fasciste militant.

Bataille pour la respectabilité... ou course au respectabilisme ?

Relais et amplificateur de ses principaux thèmes d'intervention, le groupe parlementaire et les élus régionaux du Front national ont largement contribué, par leur écho médiatique et leur insertion dans le jeu politique traditionnel, à renforcer sa banalisation. Ils lui ont donné un profil politique de courtois contradicteur de la droite. Ainsi, lors des divers votes sur le budget des conseils régionaux, on dénonce dans un premier temps à grands cris le renforcement des charges fiscales imposé par la majorité RPR-UDF... Avant de se décider à le voter de manière responsable, en claironnant sur les concessions dérisoires arrachées à la droite.

L'essentiel restant de montrer qu'elle ne peut se passer des voix des élus FN, sans pour autant pousser la démonstration jusqu'à l'en priver en votant avec la gauche. De même, au-delà du parfum de scandale de quelques interventions (comme le rapport du député Martinez sur le budget de l'Education nationale), le groupe parlementaire s'est comporté comme un potache rivalisant d'assiduité avec les petits camarades de la « fausse droite », tout en faisant preuve d'un peu plus de turbulence à l'occasion des rixes contre les souffre-douleur de la gauche. En même temps, les multiples voyages à l'étranger du président, des



Le Pen à la tribune de l'Assemblée nationale : la bataille pour la respectabilité.

Etats-Unis aux Philippines, étaient censés étoffer la dimension internationale du futur homme d'Etat.

Mais gagner la bataille pour la respectabilité, conçue comme une étape obligée, mais une étape seulement dans la construction du parti, ou s'enliser dans la défense d'un respectabilisme acquis grâce à un excercice douillet de la politique, cet éternel dilemme dans l'histoire d'une extrême droite en quête de reconnaissance ne semble guère épargner aujourd'hui le Front national. S'ils sont dénoncés avec force, les charmes douillets de la « ploutodémocratie » ne semblent guère avoir perdu pour autant de leurs attraits aux yeux de certains nouveaux élus.

C'est contre ce danger que réagissent, en vieux baroudeurs de l'extrême droite activiste, Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général, et Romain Marie, responsable des courants intégristes : *« La voie du respectabilisme n'est pas notre voie... Nous serons d'autant plus respectés que nous resterons nous-mêmes malgré nos fonctions électives. »* Ce débat ne pouvait que rebondir sur la question des ouvertures politiques dans le cadre de la campagne présidentielle. D'autant que le Front national vient d'y subir de sérieuses déconvenues. Par exemple avec la démission d'Yvon Briant, député FN et ancien dirigeant du CNI, revenu à ses premières amours au rang de secrétaire général. Son projet de relancer cette formation vise à drainer vers la droite une fraction substantielle de l'électorat du Front national et pourrait bien porter un coup dur à la stratégie de l'extrême droite d'occuper une place incontournable dans la recomposition à droite. De même l'opération de reprise en main de *Minute*, jusqu'hier entièrement dévoué au Front, par des proches de la bande à Léo.

De telles mésaventures ne peuvent que renforcer les désaccords internes sur le prix à payer en terme de dilution et de perte d'identité qu'implique une stratégie d'ouverture. Ainsi, entre Bruno Mégret, président des comités de soutien au candidat Le Pen, qui privilégie le ralliement des personnalités de l'establishment et la rénovation d'un discours *« confortant l'image du présidentiable comme homme au dessus des partis »*, et J.-P. Stirbois pour lequel le *« Front national n'est pas une composante du mouvement national, mais le mouvement national à lui seul »*, la césure est profonde. A tel point que Jean-Pierre Schenardi, membre du bureau politique, reconnaît publiquement que *« certains tentent de convaincre J.-M. Le Pen de gommer l'image traditionnelle du Front national, qu'ils jugent peu crédible, pour favoriser une meilleure conquête de l'électorat. »*

Mieux même, dans un article intitulé : « Une leçon pour les militants nationaux », Michel Collinot, proche de Stirbois, n'hésite pas à rappeller à Le Pen le bon vieux temps de la campagne Tixier-Vignancourt où il militait *« justement »* pour que ses comités deviennent la colonne vertébrale d'un futur grand parti de la droite nationale... contre le même Tixier, avant tout préoccupé par son image de marque et lorgnant amoureusement vers le centre de Lecanuet.

Quand le bilan de cette affaire se conclut par le *« sacrifice d'une occasion historique d'organiser des dizaines de milliers de militants et de stabiliser un courant national »* sur l'autel de l'arrivisme du candidat, Collinot se permet d'insister auprès de Le Pen sur l'importance de la construction du FN et sur la nécessité de sa délimitation politique. Chat échaudé craint l'eau froide. Car *National Hebdo*, dont il est l'un des principaux artisans, a manqué de peu de faire les frais de l'offensive de ceux qui souhaitent débarrasser le costume du candidat Le Pen des oripeaux d'une presse ringarde, jugée guère présentable, bref peu adaptée à la campagne à l'américaine dont ils rêvent pour le président.

Si un consensus semble s'être dégagé au sein du conseil national : *« aux comités de soutien un rôle de représentation sans pouvoir réel, à la hiérarchie normale du Front national la direction de la campagne »*, un appel de Stirbois demandant aux secrétaires fédéraux de *« combattre toute double structure »* est révélateur des tensions que cache l'unanimité de façade. Comme un poisson dans l'eau, disait le président Mao... Oui, mais encore faut-il qu'il y ait de l'eau ! C'est bien parti jusqu'en 1988, vers lequel notre banc devrait nager dans l'ordre. Mais quel que soit son résultat, il risque fort d'y trouver là un gros remous et quelques filets qui pourraient bien troubler sa route.

Si son insertion au sein des mécanismes parlementaires lui a permis de repeindre la façade, elle n'a pas pour autant fourni une identité à une organisation tiraillée entre son histoire, le projet de son noyau historique et les profondes transformations sociales et politiques en son sein depuis trois ans.

René Fougerolles

Barbie, entre crime et châtiment

Alain BROSSAT

Ce procès est un tel *show*, avec ses centaines de flics sur le pied de guerre, ses milliers de journalistes à l'affût, ses concerts d'avertisseurs médiatiques et politiciens – et le déchaînement de voyeurisme sans cervelle ni mémoire qui va avec – que certains, inévitablement, en viendront à se demander : était-ce bien utile, bien nécessaire ? Est-ce moral et légitime, même ? Le récent *soap opera* papal ne suffisait-il point au renom *urbi et orbi* de la bonne ville de Lyon ?

QUELLE que soit l'issue (prévisible) au plan pénal du procès Barbie, quelle que soit l'autorité réputée de la chose jugée, cette dernière grande affaire judiciaire (dit Serge Klarsfeld) où un criminel de guerre nazi est amené à répondre de ses actes en France nous laissera nécessairement un goût amer. Si le crime a, *dixit* Brecht, un nom et une adresse, il ne manque pas non plus en l'occurrence de filiales, d'annexes ni de sous-traitants. Or, de cela, de cette intrication du vice et d'une certaine vertu où nous retrouvons un air de parenté patent avec l'affaire Waldheim, il ne sera guère question au cours de ce procès.

Hors sujet, la récupération par les services américains de Barbie, au lendemain de la guerre, au vu de ses états de service dans la lutte contre la « subversion » et le communisme. Hors sujet, le coup de main donné par la Croix-Rouge internationale (et André François-Poncet, ancien ambassadeur de France à Berlin, à en croire l'historien américain John Loftus) au boucher de Lyon réclamé par la justice française. Hors sujet, les éminents services rendus en Bolivie par Altman-Barbie non seulement aux gorilles locaux, mais à la CIA et au BND ouest-allemand, selon un récent numéro de *Stern*. Hors sujet, les profitables affaires réalisées, il y a quelques années encore, par Barbie avec de très honorables entreprises ouest-allemandes et autrichiennes. Hors sujet, les manœuvres (couronnées de succès, on le voit) du gouvernement ouest-allemand pour éviter le renvoi en RFA par le gouvernement démocratique de Siles Suazo de cet encombrant criminel de guerre...

La loi du talion ?

Dans le même numéro de *Stern*, le journaliste Kai Hermann affirme même que le vice-ministre de l'Intérieur bolivien de l'époque, Gustavo Sanchez, a un tant soit peu brusqué les autorités françaises en expédiant Barbie en Guyane. Passons. Il reste que, comme on l'a constaté en Israël lors de l'ouverture du procès de John Demanjuk – le bourreau de Treblinka – le cœur n'y est plus tout à fait pour administrer, comme à Nuremberg, comme lors de certains procès de collabos en France, comme lors du procès Eichmann, la justice universelle. Joseph Rovan, résistant, déporté, intellectuel conservateur d'un certain renom, exprimait après la capture de Barbie le trouble ambiant en affirmant tout de go : *« J'aurais fait administrer à l'ancien responsable de la Gestapo lyonnaise une piqûre mortelle dans l'avion. Après quoi, l'on aurait dit que le vieillard n'aurait pu supporter le voyage. »* Ce à quoi un lecteur du *Monde* devait répliquer à bon escient que ce plaidoyer en faveur d'une justice expéditive avait quelque chose d'un peu inquiétant et qu'il *« n'y a pas de droits de l'homme à deux vitesses »*. D'autres, mus par la piété, le sens de la responsabilité historique, la crainte de voir écornés ou salis des héritages consensuels, devaient exprimer la crainte que le procès Barbie ne soit l'occasion d'un

déballage de linge sale où, paradoxalement, la collaboration tiendrait davantage la vedette que le criminel SS (nul ne saura jamais avec une absolue certitude, notamment, si Jean Moulin, tombé aux mains de Barbie, n'a pas été trahi par un des siens).

A cela s'ajoute cette désagréable polémique juridico-idéologique autour de la notion de « crimes contre l'humanité » : Barbie devait-il être jugé seulement pour les exactions dont il s'est rendu coupable à l'encontre de Juifs – en tant que Juifs, pour ce qu'ils étaient, donc, et non pour ce qu'ils avaient ou auraient fait – ou bien aussi pour d'autres crimes (tortures, assassinats, déportations) commis sur d'autres catégories de la population – des résistants, notamment ? Serge Klarsfeld se faisait l'avocat véhément de la première position, Henri Noguères celui, non moins intransigeant, de la seconde.

Disons-le, avec doigté si possible – car il en faut en la matière : la position ici adoptée par Klarsfeld nous choque et nous blesse, comme nous ont toujours choqué et blessé la propension de certains intellectuels juifs en renom (Claude Lanzmann, Elie Wiesel, pour ne citer que les plus honorablement connus) à administrer la mémoire du génocide exclusivement ou plutôt *essentiellement* (en essence) dans la dimension juive et non point dans celle de l'universel. Est-il vraiment nécessaire, lorsque certaines voix s'élèvent pour rappeler que les Tziganes et les homosexuels furent, eux aussi, voués à l'extermination *en tant que tels* (sous-hommes ou dégénérés), de hausser immédiatement le ton pour souligner qu'ils ne furent point, eux, six millions ? Eût-il été vraiment, disons, humain, moral, légitime, de dénier le droit à Lise Lesèvre qui fut longuement torturée par Barbie et dont le mari et le fils ne revinrent pas de déportation de se porter partie civile devant les assises de Lyon (elle ne pouvait le faire que si ce qui a brisé son existence était reconnu comme crime contre l'humanité, les crimes de guerre étant, eux, prescrits) ? Et comment un tel procès aurait-il pu un tant soit peu prétendre administrer de l'universelle justice humaine si y avait présidé cette troublante distinction entre le résistant non juif mort dans tel camp et l'enfant juif mort dans tel autre ? La Cour de cassation, en tout cas, a statué que Lise Lesèvre et plusieurs associations de résistants étaient fondées à se porter partie civile contre Barbie.

D'une manière générale, des procès comme ceux de Barbie, de Demanjuk ont ceci de périlleux, d'encombrant, d'intenable, en un sens, qu'il n'ont point tant pour fonction de juger que d'administrer, raviver ou réactiver un *héritage.*

Quel héritage ?

Mais qu'en est-il aujourd'hui d'un tel héritage, précisément ? Il fut un temps (les lendemains de la Libération) où, en toute légitimité apparente, des juges américains et soviétiques pouvaient, de conserve, condamner les responsables de l'extermination nazie ; évoquer les spectres de la Kolyma auprès de Nüremberg eût été d'une incongruité totale. Et pourtant... De la même façon, à la même époque, un avocat défendant des collabos français, et se permettant d'avancer, à la décharge de ses clients, que, après tout, tant qu'avait prévalu le Pacte germano-soviétique, l'attitude du PCF vis-à-vis des forces d'occupation n'avait pas été tout à fait limpide, se faisait vertement rabrouer par le président du tribunal. Quelques années plus tard, on était déjà sur une autre longueur d'onde : lors du procès des massacreurs d'Oradour-sur-Glane (1953), le souci de ne point blesser la vertueuse Alsace revenue dans le giron de la mère patrie pèse d'un poids déterminant sur débats et verdicts ; aucun des (nombreux) Alsaciens membres de la division SS *Das Reich* qui prirent part au crime ne demeura en prison au-delà de l'année 1958 [1]... Avec le temps, aussi révoltante la chose soit-elle, l'inexpiable, l'imprescriptible eux-mêmes en prennent un coup de vieux. Cette usure du temps n'est point faite que de pure durée, de pur éloignement, du simple renouvellement des générations ; elle est faite aussi et surtout des réajustements de perspective qu'induit l'inépuisable inventivité de la barbarie dans le monde d'après le cataclysme nazi ; elle est faite des ruses de la mémoire venue enseigner après coup à des dizaines de millions d'hommes que non, Auschwitz et Treblinka n'étaient pas l'Unique dans l'horreur et qu'en Sibérie avait prospéré un autre *anus mundi.* Depuis lors, chaque semaine invente son « petit » goulag, sa famine, sa guerre d'extermination. Circonscrire donc, la mémoire de l'horreur « absolue », administrer le souvenir pieux sans arrière-pensées ni mises en scène idéologiques devient, au fil du temps, une tâche de plus en plus désespérée. Lorsque si souvent le sombre drapeau de l'holocauste nous paraît brandi pour clouer le bec à ceux qui s'offusquent de la douleur des Palestiniens, lorsque ce que les éditorialistes du *Monde* appelleraient volontiers une

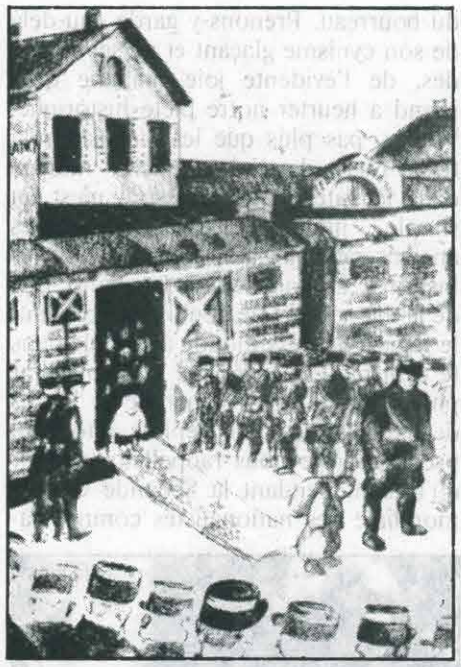
« courageuse démocratie » (celle du président Alfonsin) décrète l'embargo sur la mémoire des crimes des militaires argentins — la loi sinistrement désignée comme celle du « point final » —, lorsqu'un tortionnaire émérite de la guerre d'Algérie reconverti dans l'agitation xénophobe séduit un téléspectateur sur

quatre, lorsqu'un agité du bocal comme Faurisson (pour qui les chambres à gaz n'ont jamais existé) emporte la conviction d'un quarteron de docteurs ès marxisme, le consensus commémoratif réactivé à l'occasion du procès d'un bourreau nazi a déjà subi une irréparable déperdition de sens. Le cérémonial de la mémoire, les exorcismes de la mémoire (« plus jamais ça ! ») ne sont plus que des effets de surface, des rites mécaniques. Ils ne tracent plus de lignes de démarcation dans la communauté, ne désignent plus des camps, ne renvoient plus à des valeurs, des expériences communes, à un ciment culturel. Barbie ne « représente » plus ni rien ni personne et même la base lepéniste se contente de gargouiller qu'il n'était peut-être pas nécessaire de faire autant de bruit autour du procès de ce fossile. A l'inverse, on ne peut manquer d'être frappé par le caratère résolument anachronique, dérisoire des poses et envolées (« mes chers camarades ! ») dont nous gratifie à l'occasion (comme, déjà, lors de l'« affaire » Manouchian) cet emblème de la mémoire et des mythologies résistantialistes qu'est Chaban-Delmas.

Ce flou de la mémoire, cette impossibilité de faire du procès Barbie une cérémonie des adieux à la barbarie, digne et chargée de sens pour une majorité de Français ont été parfaitement saisis par Jacques Vergès, l'avocat du bourreau. Prenons-y garde : au-delà de son cynisme glaçant et de ses foucades, de l'évidente joie maligne qu'il prend à heurter notre piété historique, Vergès, pas plus que les « révisionnistes » issus de l'ultra-gauche montés dans le bateau de Faurisson, n'est un simple « illuminé ». C'est un de ces anciens radicaux qui, ayant jeté sur les histoires apologétiques, les consensus de la mémoire et de l'oubli en Occident, le regard du tiers monde a basculé dans le cynisme et a perdu la boussole. Par plus d'un trait, sa démarche et les rideaux de fumée qu'il déploie autour du procès Barbie nous rappellent le désir qu'avaient pendant la Seconde Guerre mondiale des nationalistes comme Sa-

date, Nasser et tant d'autres dans les pays colonisés par la France et l'Angleterre, de voir Hitler l'emporter.

On ne saurait faire grief à Vergès de relever qu'entre Barbie et un tortionnaire de l'armée française en Algérie, il n'y a pas de différence essentielle et que les massacres de Sétif et Madagascar étaient, eux aussi, des crimes contre l'humanité ; on ne saurait lui faire grief de s'indigner de ce que les Français qui s'en rendirent coupables soient, eux, restés impunis et arborent souvent la Légion d'honneur. Mais le cynisme et l'immoralité de son entreprise commencent dès l'instant où, tirant prétexte de ces iniquités, il ne ménage aucun effort pour banaliser l'œuvre de mort industrielle du nazisme, récuse toute spécificité de ce génocide, tourne en dérision l'indispensable piété qui en accompagne le souvenir. Ce n'est pas parce qu'il se trouve d'autres cyniques pour pratiquer l'agiotage intellectuel sur l'holocauste qu'il faut réduire Auschwitz et Treblinka à une péripétie parmi



Première arrivée des enfants en gare du Bourget-Drancy, sans parents ni secours. **Estampe de Georges Horan, dessin exécuté pendant sa captivité puis sa déportation.**

tant d'autres dans la légende barbare du siècle. D'abord parce qu'Auschwitz, c'est *notre* histoire – européenne et occidentale – et ensuite parce qu'il s'y est bel et bien *inventé* quelque chose dans l'ordre de la barbarie et que ce « quelque chose » réclame encore toujours de notre raison, de notre lucidité, de notre mémoire. La « leçon d'histoire » à laquelle Vergès s'efforce de donner consistance est tout autre : à l'hypocrisie, au mensonge, à la double morale de la mémoire ambiante, opposons le radicalisme blasé du doute généralisé, jouons la carte de l'inextricable confusion – bref l'opacité définitive de notre histoire. De la même façon, les amis de Faurisson issus de l'ultra-gauche nous ont « montré » que puisqu'il est avéré que la mémoire du génocide est constellée d'inexactitudes, de contradictions, d'inventions, de censures, la réalité des chambres à gaz est un phénomène qui se laisse tranquillement évoquer en doute autour d'une tasse de thé. Bof, on en a vu d'autres.. Soldat perdu de l'anticolonialisme, Vergès a perdu la perspective historique en abandonnant ce qu'il faut bien appeler l'humanisme révolutionnaire – comme l'ont perdu, naguère, toutes proportions gardées, les activistes de la RAF et des Brigades rouges.

Juger, malgré tout

Le cynisme historique commence lorsque les crimes et les victimes des uns servent à étendre le manteau de Noé sur ceux des autres : c'est l'attitude d'un Pierre Daix, se drapant dans sa dignité d'ancien de Buchenwald, à la fin des années quarante, pour nier l'existence des camps de concentration soviétiques ; c'est celle d'un Glucksmann agitant le spectre du goulag pour exiger la suppression de l'aide humanitaire à l'Ethiopie ; c'est celle d'un Lanzmann ou d'un Wiesel soufflant sur les cendres de l'holocauste pour amnistier d'avance les exactions de l'Etat hébreu ; c'est enfin celle d'un Vergès s'indignant de ce que l'on puisse imputer à Barbie des « crimes contre l'humanité » sous prétexte qu'*« il y a eu plus de morts algériens pour la France au cours de la Seconde Guerre mondiale que de résistants français pendant la même période »*. On ne saurait objecter que Vergès fait ici tout bonnement son travail d'avocat : il s'est toujours proclamé avant tout « militant » et aborde les batailles de procédure sous un angle purement tactique – comme Lénine abordait les élections à la Douma d'empire, si l'on veut.

Au fond, le procès Barbie est une forme de *commémoration* et il en a toutes les ambiguïtés. Il est nécessaire, comme le sont (selon Antoine Prost [2]) les cérémonies du 11 Novembre à la mémoire républicaine ou, (selon Madeleine Rebérioux [3]) les défilés au mur des Fédérés à celle du mouvement ouvrier : pour se souvenir en commun, raviver le sentiment identitaire par le détour – classique – de l'hommage rendu aux morts et de la remémoration des épreuves subies en commun. Mais il est « impossible », en même temps, car il renvoie à des héritages, des réflexes communautaires, des consensus, des images du passé qui, au fil des décennies, se sont défaits : les Allemands sont aujourd'hui comme chacun sait « nos » amis (ceux de RFA du moins !), « nos » fusées sont tournées contre ceux qui furent les principaux artisans de la défaite militaire du nazisme – et « notre » ministre de l'Intérieur peut impunément brandir la menace d'expulser (il ne dit pas encore déporter) les immigrés qui l'incommodent par trains entiers, sans même s'aviser de ce que l'élégante image du *train* peut, en l'occurrence, mobiliser dans la mémoire et l'imaginaire collectifs...

Juger Barbie, oui, pour ne pas perdre le fil, attiser la flamme du souvenir et, malgré tout, nourrir l'espoir.

Alain Brossat

1. Voir à ce propos : *Procès d'après-guerre*, de Jean-Marc Theolleyre, La Découverte-*le Monde*, 1985.

2. *In les Lieux de mémoire*, sous la direction de Pierre Nora, t. I. *la République*, Gallimard, 1984, p. 195, sqq.

3. *Ibidem*, p. 619, sqq.

Bulle

« Sainte Vierge, priez pour nous ! »

Frédérique VINTEUIL

Le Vatican a publié, le 10 mars 1987, une *« instruction »* (aux temps anciens, cela s'appelait une bulle) portant sur *« la dignité de la procréation »*. A la condamnation traditionnelle de la contraception et de l'avortement s'ajoute, cette fois, le refus de la procréation artificielle. Pas de sexe sans procréation, mais pas de procréation sans sexe : l'Eglise défend la Nature telle qu'en elle-même et pour l'Eternité Dieu l'a créée. Passons sur la bouffonnerie du propos à l'ère technicienne et sur le grotesque que se donnent des septuagénaires mâles, réputés célibataires, à dire le Droit en ces matières. On pourrait en espérer un renforcement de l'anticléricalisme primaire dont on ne louera jamais assez les mérites.

LE Vatican a réussi, depuis une vingtaine d'années, à se donner une image ambiguë : *« de gauche, en ce qui concerne la justice sociale ou les immigrés, mais résolument conservateur pour tout ce qui touche à la sexualité »* (R. Solé, *le Monde*, 19 mars 1987). Trop simpliste pour être honnête, ce partage des rôles ne recouvre pas la réalité, ne serait-ce que parce qu'il existe un lien entre les droits de l'homme, où l'Eglise est réputée championne, et les droits de la femme, où elle est avant-dernière, juste devant la lanterne rouge khomeiniste.

Une évolution indéniable, mais...

Au début du XX[e] siècle, le Vatican condamnait la démocratie, *« doctrine impie »*, et jugeait l'égalité entre les hommes illusoire et contraire à l'ordre voulu par Dieu. On sait que Pie XI attendit que l'Italie soit gouvernée par Mussolini pour reconnaître l'existence de l'Etat italien, et que Pie XII ne cachait pas ses sympathies pour l'Axe, rempart contre le bolchevisme. En France, s'il y eut des curés dans la Résistance, la quasi-totalité des évêques fut pétainiste.

Rapporté à ce passé très proche, le comportement actuel de l'Eglise est d'un progressisme éblouissant. La sincérité des prêtres de base en Amérique latine, voire de certains évêques dans certains pays de ce continent, dans leur combat contre les dictatures et la misère ne peut être niée. On peut mettre à l'actif de l'Eglise de France son attitude globale à l'égard des immigrés, qui contraste avec le soutien apporté jadis à l'antisémitisme.

Au-delà — et au-dessus (niveau du Vatican) —, les choses se compliquent, se nuancent et même s'inversent. La diplomatie vaticane, traditionnellement active, dotée d'un personnel renouvelé depuis Jean-Paul II, a plus d'ombres que de lumières.

Au cœur de l'ambiguïté

L'Eglise catholique passe désormais pour le meilleur défenseur des droits de l'homme. Les droits de l'homme, comme thème mobilisateur et instrument de politique étrangère, sont une invention américaine de la période Carter, relayée par les grands médias occidentaux et les intellectuels « déçus du communisme ». Pour les Etats occidentaux, cela consiste, *grosso modo*, à attaquer les pays de l'Est, en essayant d'éviter les retombées sur leurs satellites du tiers monde (exemple de la France

avec ses vassaux en Afrique noire). Pour l'Est, il s'agit, du moins jusqu'à Gorbatchev, de limiter les dégâts en opposant, sans grande conviction, les droits sociaux aux « libertés formelles ». Pour les gouvernements du tiers monde, le but du jeu reste de se préserver de l'indignation de l'opinion publique occidentale, soit en canalisant celle-ci vers le voisin, soit en proclamant qu'au-dessous d'un certain revenu par tête d'habitant, il devient fatal de s'entre-massacrer ; argument, au demeurant, confirmé par l'histoire des pays riches du temps où ils étaient pauvres.

L'affrontement entre ces mauvaises intentions parvient périodiquement – miracle de la dialectique – à sauver

des vies, à sortir des gens de prison et à diffuser auprès de l'habitant moyen de la planète quelques idées respectables. L'Eglise, pour sa part, ressasse à longueur d'encycliques, de prêches et d'homélies le thème des droits de l'homme. C'est sa carte de visite depuis dix ans et le restera pendant longtemps encore. Or, le contenu de la notion, dans la bouche du pape et dans la pratique de la hiérarchie vaticane, est typiquement « occidentale ». Sa caractéristique majeure est de récuser la « violence », d'où qu'elle vienne, ce qui a évidemment pour effet de renforcer la violence institutionnalisée.

Prenons un exemple d'action du Saint-Siège en faveur des droits de l'homme. Lorsque le Vatican patronne dans les enceintes internationales une résolution sur le Chili, celle-ci condamne à la fois les exactions commises par le pouvoir et le « terrorisme » des opposants. Le texte est alors voté par les pays occidentaux « sensés ». Les Etats-Unis présentent un contre-texte qui condamne... l'URSS pour son soutien aux « extrémistes de gauche chiliens », lequel obtient une voix..., celle des Etats-Unis. Résultat des courses : le Vatican obtient, aux yeux des journalistes, un brevet de progressisme pour ne pas être aligné sur la position américaine qu'il combine à un brevet « anti-goulag » obligatoirement accordé à un pape polonais. Contre tous les méchants, au-dessus de la mêlée : le pape. Le même scénario vaut pour les voyages de Jean-Paul II ; le dernier en date, au Chili, est particulièrement éclairant.

En outre, les droits de l'homme revus par le pape correspondent au tryptique liberté-sécurité-propriété. Le premier terme du tryptique a un sens très particulier, proche cette fois à bien des égards de la conception reaganienne. La liberté d'entreprise est sacrée, à condition – pour le Vatican – de s'accompagner de charité. La liberté religieuse (thème majeur de la diplomatie américaine) est le premier de tous les biens, notamment dans les pays à athéisme militant, et ce droit s'étend aux parents qui peuvent choisir la religion et l'éducation de leurs enfants ; en revanche, là où existent des concordats privilégiant le culte catholique, l'Eglise s'oppose avec virulence à la perte de ses prérogatives. La liberté de conscience est reconnue à tous, sauf aux athées, aux adversaires de la famille, aux « individualistes » et autres « hédonistes » impénitents. Quant au droit de conduire sa vie privée selon des décisions personnelles, il n'existe pas ; l'Eglise ne connaît que des devoirs (mariage, sauf pour les religieux, fidélité *ad mortem*, procréation – naturelle – obligatoire...)

Contradiction ? Nullement. L'Eglise défend une idéologie typiquement bourgeoise, par ses racines historiques, qui combine libéralisme économique bien tempéré, sens de la hiérarchie et goût pour les « contraintes » morales. Tout individu est libre de penser comme la « majorité morale » (laquelle est minoritaire dans beaucoup de pays, mais peu importe) ; de ce respect des valeurs découle la paix civile qui garantit la sécurité à « l'être humain et à sa famille ». La droite française signe des deux mains et l'écrit dans *le Figaro*.

On voit, dès lors, pourquoi « droits de l'homme » et droits des femmes ne se renforcent nullement dans une telle conception. « L'Homme » catholique n'est pas un individu qui construit son existence en usant de son libre arbitre ; il est le maillon d'une chaîne de générations qui accomplit la *« volonté divine »*, laquelle est assimilée régulièrement à *« l'Ordre naturel »*. L'Eglise s'est aperçue assez tard que cet homme avait le droit de ne pas être massacré. Mais il n'a pas le droit de se soustraire aux commandements divins. Or, les femmes ont, suivant le dessein de Dieu, un rôle purement maternel dont elles ne peu-

vent s'échapper sans mettre en cause la cohésion sociale et, surtout, la cohérence idéologique du catholicisme. Comme cette fonction est frustrante et que les femmes la rejettent, comme l'évolution des techniques accompagne ce rejet, l'Eglise se retrouve face au dilemme suivant : s'adapter à « l'époque », comme le font les protestants, mais entrer dans une logique de remise en cause du dogme difficilement maîtrisable, ou se raidir sur les principes, quitte à perdre des clients. C'est, à l'évidence, cette deuxième solution qui prévaut.

Elle est facilitée par le fait que, contrairement aux protestants, l'Eglise catholique est un Etat, avec un appareil d'Etat, et que les appareils ont une remarquable capacité de survie en circuit fermé. L'habileté de cet appareil-là est de paraître partiellement ouvert (sur les droits de l'homme) et partiellement

fermé (la sexualité), alors que la même cohérence fondamentale sous-tend ses positions. Simplement, la matière traitée est différente : d'un côté, « l'homme » asexué qui a droit à la sécurité, de l'autre, la femme, redoutablement sexuée, qui doit rester une mère. En sorte que la contraception, l'avortement et la procréation artificielle

Dessin de Plantu, extrait de *Ça manque de femmes* (éd. La Découverte/*le Monde*).

deviennent des violations des droits de l'homme comme la torture au fond des prisons. Le pape ose dénoncer la pilule au Chili. En Argentine, il use la plus grand partie de son temps à demander à l'Etat l'interdiction du divorce et à exhorter les femmes à œuvrer pour la réconciliation nationale, traduction : laisser impunis les bourreaux de la dictature.

Sociale, l'Eglise ?

Si l'on quitte les droits de l'homme *stricto sensu* (libertés fondamentales) pour élargir aux droits économiques et sociaux, on retrouve les même ambiguïtés. L'Eglise est, paraît-il, sociale ; c'est marqué dans les journaux et M'sieur Masure le dit, tous les soirs à la télé. Rendez-vous compte qu'elle a osé condamner, toujours en mars de cette année – quelle production au printemps –, le Fonds monétaire international (FMI) pour les politiques que celui-ci impose au tiers monde endetté ! Ne le dites pas à Reagan, il va croire que Jean-Paul II est un rouge !

Dessins de Plantu, extraits de *Ça manque de femmes* (éd. La Découverte/*le Monde*).

Ce chef-d'œuvre de littérature vaticane intitulé « Au service de la communauté humaine : une approche éthique de l'endettement international » (*sic*) a été décrit dans les gazettes comme un document d'un progressisme flamboyant. Dans les milieux officiels français où on sait lire, on écrit que le Saint-Siège a la même position que le très progressiste gouvernement de monsieur Chirac.

Autrement dit, certaines bourgeoisies occidentales trouvent que le FMI impose des contraintes socialement explosives pour des résultats économiques médiocres et qu'il est temps de s'attaquer au problème de la dette du tiers monde avec un peu de souplesse tactique. Perdre un peu pour éviter de tout perdre. C'est ce que préconise le document du Vatican qui réaffirme, par ailleurs, que *« les engagements contractuels doivent être respectés »* et que le FMI a *« un rôle indispensable »*.

Position qui confirme l'attitude traditionnelle de condamnation de la lutte des classes au profit de la charité. Les riches ont des devoirs à l'égard des pauvres de leurs pays, les pays riches ont des obligations de charité à l'égard des nations les plus pauvres.

En outre, comment ne pas évoquer, à ce propos encore, le comportement de l'Eglise sur les problèmes de sexualité ? L'interdiction de la contraception – dont tout le monde se moque dans les pays riches – a des effets désastreux dans le tiers monde catholique. Les entraves mises à la limitation des naissances sont indéniablement des facteurs d'enfoncement dans le sous-développement. Que veulent dire les mots liberté et dignité dont l'Eglise se gargarise, pour une femme de dix enfants dont plusieurs sont déjà morts en bas âge, à laquelle on recommande d'accueillir dans la joie une onzième naissance ?

Face à une telle situation, la dernière bulle du pape condamnant la procréation artificielle est presque un épiphénomène. Dans les pays développés, on n'écoute guère les censeurs du Vatican, même si le clergé trône dans tous les comités d'éthique. Pourtant, le fait de fourrer dans le même sac – diabolique – la fécondation artificielle et la manipulation d'embryons ne fait que brouiller davantage un débat complexe et entretient de vagues culpabilités dans l'inconscient collectif. Décidément, on n'en a pas fini avec la capacité de nuisance de l'Eglise à l'égard des femmes.

Frédérique Vinteuil

Un an après Tchernobyl

La menace nucléaire

Leonce AGUIRRE

L'accident de la centrale de Tchernobyl a relancé le débat sur les dangers considérables engendrés par la production d'énergie électronucléaire. Les récents accidents survenus au surégénérateur Superphénix à Creys-Malville et à l'usine de retraitement de Pierrelatte ont montré, s'il en était besoin, que l'industrie électronucléaire française n'est pas elle non plus à l'abri d'accidents. De manière plus générale, il apparaît que la technologie moderne n'est pas aussi sûre qu'on essaie de le faire croire, comme en témoignent également l'explosion de *Challenger* ou les catastrophes chimiques de Seveso, Bhopal et Bâle.

C'EST au milieu des années cinquante que les bourgeoisies des pays capitalistes les plus développés ont commencé à mettre en place leurs programmes d'utilisation de l'énergie nucléaire. Mais il faudra attendre le début des années soixante-dix pour voir un développement massif de l'énergie nucléaire, la hausse du prix du pétrole laissant entrevoir que l'énergie électronucléaire pouvait atteindre le seuil de rentabilité sur le marché capitaliste de l'énergie.

Les raisons du choix nucléaire

L'objectif était de permettre aux bourgeoisies occidentales de **se dégager en partie des contraintes de leur dépendance énergétique** vis-à-vis des pays producteurs de pétrole.

Il s'agissait aussi de **favoriser les secteurs industriels de pointe**. Dans le processus de fabrication de l'énergie interviennent deux étapes essentielles :

La première consiste en l'extraction et le transport de la matière première (charbon, pétrole brut, uranium avant enrichissement) dont le coût est déterminé par le coût de ces opérations et par la rente foncière fondamentalement liée aux conditions naturelles (ampleur et accessibilité des gisements, richesse des minerais, etc.) ;

La deuxième phase est celle de la transformation du combustible (raffineries de pétrole, usines d'enrichissement de l'uranium, construction de centrales thermiques ou nucléaires). Son coût est dépendant des conditions générales de la production du secteur de transformation.

Dans la production d'électricité à partir du fuel, le coût de l'extraction et du transport de combustible représente plus de 60 % du prix global, alors qu'en ce qui concerne l'énergie nucléaire l'extraction du combustible ne représente qu'environ 10 % du coût total. Dans ce dernier cas, c'est donc la phase de transformation du combustible en énergie qui constitue l'essentiel des coûts et par conséquent de la valeur ajoutée. L'utilisation à une échelle massive du nucléaire allait donc instaurer comme moteur essentiel de la concurrence dans le secteur de l'énergie le progrès de la productivité plus que la rente de situation. Ce qui ne pouvait que jouer en faveur des secteurs capitalistes les plus avancés technologiquement.

A joué aussi fortement **la pression du lobby militaire** en faveur du nucléaire, et plus particulièrement de la filière dite des surgénérateurs. Ce lien entre nucléaire militaire et civil est présent dès la naissance du nucléaire civil. Ce dernier n'est en fin de compte que le prolongement du militaire. Lev Kowarski, un des pères de la physique atomique, collaborateur de Frédéric Joliot, directeur pendant plusieurs an-

Part de l'électronucléaire dans la production d'énergie électrique des principaux Etats nucléaires en 1985
(en pourcentage)

France	64,8	Suisse	34
Belgique	60	Corée du Sud	18,4
Finlande	38	Japon	23,5
Suède	42	RFA	30
Taïwan (1983)	37	Grande-Bretagne	19
Bulgarie	32	Etats-Unis	14,5

Source : « Mémento sur l'énergie », CEA, 1986. Extrait de *les Servitudes de la puissance, une histoire de l'énergie*, de Jean-Claude Debeir, Jean-Paul Deleage et Daniel Hémery, Flammarion.

nées du CERN (Centre européen de recherche nucléaire) résumait très bien cet aspect du problème devant le conseil général de l'Isère en septembre 1976 où il était invité à l'occasion d'un débat sur le surgénérateur Superphénix de Malville : *« J'ai l'impression que la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui n'est pas une situation rationnelle, n'est pas une situation raisonnable. Nous y avons été conduits, comme souvent dans les affaires humaines, par le jeu aveugle des forces historiques qui nous a placés dans une situation qui, disons le mot, est un peu un pétrin dont nous ne pouvons nous dépêtrer. Les premières applications de l'énergie nucléaire, les applications très éclatantes, datent de trente et un ans. Quelles étaient ces applications ? Elles étaient militaires. C'est à cela qu'on pensait à l'époque, quoi que l'on dise au public. On cherche à développer les technologies nucléaires dans le sens le plus avantageux pour les applications militaires. »*

Ainsi, contrairement à l'image pacifique qu'essaient de donner au nucléaire civil industriels et gouvernement, les intérêts industriels et militaires sont étroitements imbriqués. Et si une centrale nucléaire n'est pas une bombe, le combustible de certains réacteurs peut aisément se retrouver à l'intérieur d'une bombe.

Comme le montre le schéma, il existe deux voies pour obtenir de la matière fissile nécessaire à la construction d'une bombe. Celle de l'uranium enrichi et celle du plutonium. Une fois en possession de cette matière fissile, n'importe quelle équipe de physiciens moyens est capable de construire une bombe.

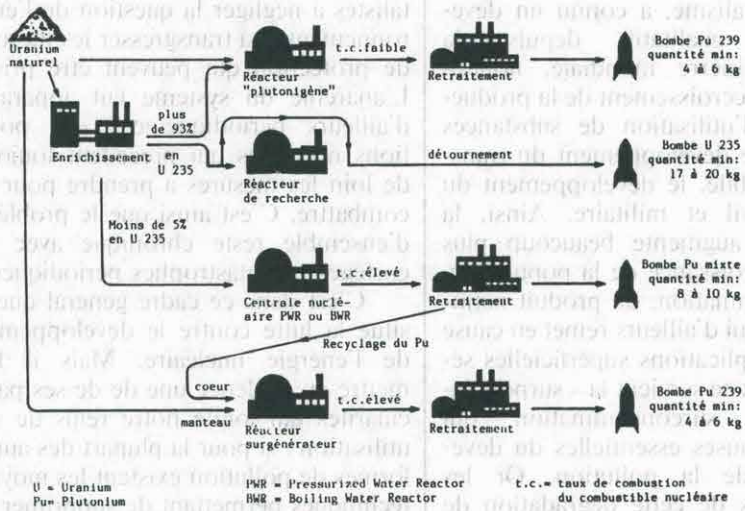
◇ **La filière de l'uranium enrichi**. Il faut tout d'abord préciser que l'uranium utilisé comme combustible dans les centrales nucléaires classiques est absolument impropre à la fabrication d'une bombe. Pour cela, il faut ce qu'on appelle de l'uranium enrichi. Actuellement, seuls trois pays, la France, les Etats-Unis et l'URSS, en maîtrisent l'exploitation industrielle. Mais des usines pilotes existent ailleurs, notamment en Afrique du Sud. Ce qu'il est par contre plus facile de faire, c'est de détourner de l'uranium enrichi destiné officiellement à des réacteurs de recherche pour la construction d'armes atomiques. Comme il semble que ce soit par exemple le cas pour l'Irak.

◇ **Le filière du plutonium**. Le plutonium n'existe pas dans la nature et il est produit dans les usines de retraitement à partir de l'uranium utilisé dans les réacteurs des centrales nucléaires classiques. Il a des caractéristiques de fission très supérieures à l'uranium ; il est aussi infiniment plus toxique. Les puissances nucléaires « officielles » produisent du plutonium à des fins militaires à partir de réacteurs nucléaires distincts des centrales électronucléaires, et ce pour diverses raisons économiques et techniques. Il n'en reste pas moins qu'on peut aussi l'obtenir – de qualité inférieure, certes, mais suffisante pour construire une bombe – en retraitant le combustible utilisé soit par des réacteurs expérimentaux, soit par des centrales électronucléaires classiques. C'est ainsi qu'ont procédé Israël, l'Afrique du Sud et l'Inde.

Les surgénérateurs, comme celui de Superphénix, sont une autre variante de la voie du plutonium. Ces réacteurs ont comme caractéristique de fabriquer plus de plutonium qu'ils n'en utilisent. Or les militaires sont extrêmement intéressés par l'existence du plutonium « civil », pour la simple et bonne raison que les seuls réacteurs militaires spécialisés sont incapables de produire dans de très brefs délais du plutonium permettant de réaliser les gigantesques programmes d'armement nucléaire. Il est certain qu'en France le lobby militaire exerce une pression déterminante au sein du gouvernement pour que celui-ci continue son programme de développement de la filière des surgénérateurs. En effet, l'industrie nucléaire en général et celle des sugénérateurs en particulier connaissent de graves difficultés compte tenu des effets de la crise économique qui oblige à des révisions en baisse des programmes de construction de centrales nucléaires, de l'augmentation considérable du coût de construction des surgénérateurs et, surtout, du coût de la production de plutonium. Dans ces conditions, l'intérêt strictement économique des surgénérateurs est sérieusement menacé et les militaires montent en première ligne pour défendre cette filière. C'est ainsi que, aux Etats-Unis, le Pentagone a décidé de financer un projet de séparation isotopique par laser qui devrait permettre de récupérer tout le plutonium 239 dans les combustibles civils. Il y a plus de trois ans, le professeur Alfred Kastler, prix Nobel de physique, connu pour ses préoccupations en faveur de la paix, avait déjà alerté la communauté scientifique sur les risques que constituent les applications militaires de la séparation au laser.

L'ensemble de ces éléments montre bien que le nucléaire n'est nullement une conséquence naturelle du développement technologique ou scientifique, mais le produit direct de choix économiques et militaires stratégiques pour la bourgeoisie. Ces choix se sont pleinement exprimés en France avec la mise en place d'un parc gigantesque de centrales nucléaires classiques – la France est aujourd'hui le pays du monde où la part du nucléaire est la plus importante dans la production totale d'électricité –, d'une usine d'enrichissement de l'uranium (qui représente 25 % des capacités mondiales, de deux usines de retraitement dont la plus importante est celle de la Hague, plus grand centre de retraitement du monde, et enfin de la filière des surgénérateurs du type Superphénix (la France est le seul pays, avec l'URSS, à n'avoir pas renoncé à cette filière).

Les filières de la prolifération



Extrait de *les Malheurs du nucléaire*, publication du Groupe de recherche et d'information sur la paix (GRIP) Bruxelles.

Capitalisme, nucléaire et dégradation de l'environnement

L'opposition au nucléaire est la manifestation la plus aiguë d'un phénomène beaucoup plus large de contes-

tation de la dégradation de l'environnement qui, si elle est un fléau historique du capitalisme, a connu un développement qualitatif depuis la Deuxième Guerre mondiale, notamment avec l'accroissement de la production et de l'utilisation de substances chimiques, le développement du transport automobile, le développement du nucléaire civil et militaire. Ainsi, la pollution a augmenté beaucoup plus vite que la croissance de la population, de la consommation, du produit national brut, ce qui d'ailleurs remet en cause toutes les explications superficielles selon lesquelles ce seraient la « surpopulation » et la « surconsommation » qui seraient les causes essentielles du développement de la pollution. Or les conséquences de cette dégradation de l'environnement sont tout à fait considérables aussi bien dans les pays industriels que dans les pays dits « sous-développés » : maladies respiratoires, cancers, destruction des forêts, désertification de régions entières. C'est d'ailleurs un des aspects de la barbarie capitaliste.

Cette dégradation de l'environnement est devenue un problème politique de premier ordre qui, dans plusieurs pays, est à l'origine de partis verts. Le système capitaliste a une tendance intrinsèque à négliger la protection de l'environnement pour au moins deux raisons fondamentales :

- La première est que la mise en place de mesures antipollution est contradictoire avec la loi du profit qui tend à minimiser les coûts, même si cela doit occasionner des dépenses beaucoup plus grandes à la société.
- la deuxième tient à une multiplicité des centres de décision dans la société capitaliste qui rend impossible toute planification d'un développement harmonieux.

Cela ne veut pas dire que les capitalistes eux-mêmes sont totalement indifférents aux problèmes écologiques : d'abord de par leurs propres besoins, ensuite de par la pression politique de la population ; il suffit de voir, suite aux mobilisations de la population, les inflexions de la politique nucléaire de plusieurs pays capitalistes.

Il existe, dans la plupart des pays capitalistes, une législation sur la protection de l'environnement. Mais celle-ci se caractérise par le fait que les mesures prises sont modestes, qu'elles sont systématiquement transgressées – avec souvent une bienveillance de l'Etat à l'égard des pollueurs –, d'autant que cela coûte moins cher de payer les amendes que de mettre en application la législation. Globalement, cette politique de l'environnement, ne serait-ce que par le fait qu'elle réprime après coup, est incapable de remettre en cause les mécanismes de fond, inhérents au système, qui poussent les capitalistes à négliger la question de l'environnement et à transgresser les mesures de protection qui peuvent être prises. L'anarchie du système fait apparaître d'ailleurs périodiquement des pollutions nouvelles qui précèdent toujours de loin les mesures à prendre pour les combattre. C'est ainsi que le problème d'ensemble reste chronique avec ses cortèges de catastrophes périodiques.

C'est dans ce cadre général que se situe la lutte contre le développement de l'énergie nucléaire. Mais il faut mettre en évidence une de de ses particularités qui fonde notre refus de son utilisation : si pour la plupart des autres formes de pollution existent les moyens techniques permettant de supprimer les dangers (ils ne sont pas mis en œuvre par les capitalistes pour préserver les profits maximaux), la technologie n'existe pas qui permettrait de supprimer tous les dangers de la pollution radioactive qui sont extrêmement graves. Les effets de la radioactivité sur les humains entraînent des cancers et des mutations génétiques que la médecine est impuissante à prévenir ou à guérir. Il convient donc de dénoncer la thèse selon laquelle les petites doses de radioactivité ne sont pas dangereuses. Ce qu'ont proclamé, lors du passage au-dessus de la France du nuage radioactif de Tchenobyl, les nucléopathes du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) dont le directeur, Pierre Pellerin, est qualifié à juste titre par *Que choisir ?* de *« champion toutes catégories de la rétention d'informations »*.

Mariette Gerber, médecin chercheur à l'INSERM et membre du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), explique au contraire que les faibles doses sont particulièrement dangereuses parce qu'elles altèrent les cellules tandis que les fortes doses les tuent. Le professeur de médecine John W. Gofman, autorité incontestée en matière d'effets biologiques des faibles doses, affirme que c'est de l'ordre d'un demi-million de cancers qui seront induits en Europe (en dehors de l'URSS) par cet accident dans les soixante-dix années à venir. Pour la France, il prévoit entre 15 000 et 23 000 cancers et de 320 à 480 leucémies... sur quarante ans. Voilà qui est très différent des conclusions des experts de la communauté européenne qui affirmaient sans sourciller, en novembre dernier : *« Les effets à long terme de Tchernobyl sur le plan des cancers et des lésions génétiques sont très faibles par rapport à ceux provenant d'autres sources, notamment de la radioactivité naturelle. »*

Or, dans le fonctionnement normal de l'industrie nucléaire, tout au long du cycle de production – extraction du minerai, enrichissement de l'uranium, fonctionnement normal des centrales, retraitement du combustible –, il y a rejet de radioactivité, à quoi s'ajoute le problème non résolu du stockage des déchets que personne ne sait comment gérer. Enfin, il y a le risque d'accidents graves dans une centrale nucléaire, une usine d'enrichissement ou de retraitement pouvant conduire à la dissémination d'une très grande quantité de matières radioactives. L'accident de Tchernobyl, comme d'ailleurs celui survenu en 1979 à la centrale nucléaire américaine de Three Miles Island, ont constitué un démenti terrible à toutes les affirmations rassurantes des gouvernements et des experts qui excluaient la possibilité de tels accidents.

D'ailleurs, la caractéristique générale des incidents et accidents survenus dans des centrales nucléaires ou des usines d'enrichissement ou de retraitement est leur nombre extrêmement élevé. Entre 1974 et 1984, c'est 151 incidents très graves qui ont eu lieu dans quatorze pays occidentaux selon le très officiel Congrès des Etats-Unis. *« Les incidents nucléaires dont la Commission des règles nucléaires (RNC) a été informée sont passés de 2 340 en 1979 à 5 060 en 1983. L'année suivante, la RNC a institué un nouveau système de comptabilisation qui revient à retenir environ la moitié des incidents auparavant mentionnés. Ce qui a permis à la RNC de signaler "seulement" 2 417 incidents en 1984 et 2 974 en 1985 »* (*Libération* du 5 mai 1986). Face à de tels chiffres, il est sûr que la notion d'incident, ou celle d'exception, n'a plus aucun sens : on ne peut pas se tromper 3 000 fois selon la RNC (autour de 6 000 fois en réalité) par an dans un domaine prétendument de science exacte. C'est à partir de ces constatations que l'on peut estimer vraisemblable un ou deux accidents majeurs, du type de celui de Tchernobyl, dans les vingt ans à venir.

Le mouvement ouvrier français et l'énergie nucléaire

La contestation de l'énergie nucléaire et, plus généralement, la lutte contre la dégradation de l'environnement sont apparues en dehors du mouvement ouvrier qui, dramatiquement, s'est dessaisi de ces questions pourtant essentielles.

En ce qui concerne le nucléaire, les organisations ouvrières ont adopté une

attitude passive ou se sont déclarées franchement hostiles à l'égard du mouvement antinucléaire. Il n'y a là rien d'étonnant. Cela ne fait qu'exprimer leur refus de préconiser des choix en rupture avec la logique du développement du capitalisme et qui, pour être imposés, impliqueraient des confrontations avec l'Etat bourgeois.

Dans les années soixante-dix, seule la CFDT, sans pour autant remettre en cause toute utilisation de l'énergie nucléaire, avait sensibilisé les travailleurs sur les problèmes posés par l'utilisation massive de ce type d'énergie. Mais le « recentrage » et l'acceptation des contraintes économiques dans le cadre de la crise du capitalisme allaient bien vite entrainer un abandon de ses positions antinucléaires.

Le Parti socialiste, avant 1981, développait une critique prudente du tout nucléaire. Dans le « Projet socialiste », publié avant l'élection présidentielle de 1981, on pouvait cependant lire dans le chapitre intitulé « Transformer notre système énergétique » : *« Nous soutenons qu'à l'heure actuelle le préalable est d'informer les Français : correctement et courageusement informés, ils sauront choisir. Une fois l'information assurée, les choix concernant l'énergie nucléaire devront être soumis par référendum national aux Français. »* Constatant l'importance des risques d'utilisation massive de cette énergie, le projet préconisait *« une diversification des sources d'énergie et une limitation du nucléaire qui devra rester une énergie de transition en attendant que les énergies nouvelles puissent prendre le relais »*. Conséquemment, le projet socialiste affirmait : *« La mise en œuvre des surgénérateurs, seul moyen d'assurer un développement important du nucléaire, n'apparaît plus alors nécessaire. Il faut être conscient que les surgénérateurs engageraient des choix à long terme (trente à cinquante ans) particulièrement hasardeux, compte tenu des incertitudes encore grandes concernant leur sûreté, le retraitement des produits irradiés et le prix de l'électonucléaire qu'ils fourniraient. »*

Cette position n'avait en fait qu'une portée électoraliste, le report des voix écologistes au second tour pouvait avoir une certaine importance. Mais, sitôt les élections gagnées, adieu les promesses ! Adieu le référendum promis ! Se contentant de prendre une mesure symbolique en annulant le projet de construction de la centrale de Plogoff, Mitterrand et le gouvernement cédaient au lobby nucléaire et maintenaient dans ses grandes lignes le programme électronucléaire décidé par leurs prédécesseurs. Notamment en décidant la poursuite de la construction de Superphénix qui allait d'ailleurs être mis en fonctionnement sous le gouvernement Fabius la 14 janvier 1986, à 09 h 03, date noire pour tous les antinucléaires et écologistes.

Relever le défi

Notre opposition à toute utilisation de l'énergie nucléaire est résolue. Elle se fonde sur la nature des dangers de l'énergie nucléaire et l'inexistence de solutions permettant de résoudre ces dangers, alors qu'il existe d'autres sources d'énergie en quantité suffisante, que ce soient les sources d'énergie classique (charbon, pétrole, gaz, hydraulique) dans l'immédiat, ou les sources d'énergie alternative comme le solaire pour demain.

L'accident survenu à Tchernobyl a dramatiquement montré que les conséquences d'un accident nucléaire grave avaient des répercussions à l'échelle de l'Europe entière. La lutte antinucléaire n'a de sens aujourd'hui que menée internationalement de manière à obtenir l'abandon des programmes nucléaires à l'Ouest comme à l'Est. Tel est le sens du rassemblement européen qui se tiendra à Paris le 20 juin dans le pays le plus nucléarisé d'Europe, à l'appel de la plupart des partis écologistes et « verts » européens, et dont la LCR est partie prenante.

Dans l'immédiat, il s'agira de réclamer :

◇ l'abandon immédiat des projets et des constructions en cours de centrales nucléaires ou d'usines liées au cycle du combustible ;

◇ l'arrêt immédiat de Superphénix et du retraitement du combustible nucléaire usagé à l'usine de La Hague ;

◇ la publicité absolue de tous les faits, chiffres, enquêtes concernant l'énergie nucléaire, la démission de tous les responsables, à commencer par Le Pellerin, des organismes de contrôle qui ont caché la vérité lors du passage du nuage radioactif sur la France.

Le Parti communiste n'a jamais laissé planer l'ambiguïté. Il s'est toujours déclaré favorable au développement de l'énergie nucléaire. Chacun se rappelle le dessin de Wolinsky dans *l'Humanité*, un jour avant la manifestation de Malville, représentant un écologiste une bougie à la main. Après les récents accidents de Superphénix et de Pierrelatte, et à l'occasion du premier anniversaire de l'accident de Tchernobyl, *l'Humanité* du 24 avril consacrait six pages à la question du nucléaire civil dans lesquelles on pouvait notamment lire : *« Par la meilleure utilisation que les surgénérateurs font de l'uranium par rapport aux réacteurs à eau pressurisée, ils peuvent conduire à terme notre pays vers une indépendance énergétique qui sera précieuse dans l'avenir. (...) La France avec Superphénix est aujourd'hui le leader mondial de cette technologie et du retraitement des combustibles irradiés. Comme toutes les technologies de pointe, elle induit des retombées multiples dans de nombreux domaines de la recherche et de l'industrie qui sont des facteurs de compétitivité. L'expérience accumulée, la maîtrise des équipes constituées au cours des trente années de travail sont riches de potentialités futures. Le rôle d'entrainement de ce secteur vers l'amont et l'aval industriels est source d'emplois et de qualification de salariés. (...) L'importance de la réussite économique du nucléaire, notre pays la doit à la continuité de son effort soutenu par une volonté politique de doter la France de ce type d'énergie. Le CEA, l'EDF et l'industrie ont été l'élément décisif de cette réussite. »*

On croit rêver ! On trouve d'habitude ce genre de professions de foi dans les publications de propagande d'EDF, dans *l'Expansion* ou *la Vie française*. En fait, il s'agit d'une apologie de la productivité capitaliste et de la politique menée par la bourgeoisie française en ce domaine depuis bientôt maintenant vingt-cinq ans. Outre le fait que le nucléaire ne crée pas plus d'emplois que les énergies classiques, et surtout que les énergies alternatives qu'on pourrait développer, l'idée selon laquelle le développement de l'énergie nucléaire pourrait participer à la résolution de la crise économique est extrêmement pernicieuse. Curieusement, ces thèses entrent en concordance avec celles des économistes bourgeois qui tentent de faire croire que la crise économique serait avant tout une conséquence de la crise énergétique. De même, la priorité fixée à l'indépendance énergétique nationale est une absurdité pour ceux qui se réclament du socialisme et de l'internationalisme. La résolution des problèmes énergétiques, avec toutes leurs conséquences économiques et écologiques, du point de vue non pas de la logique capitaliste mais de celui de la satisfaction des besoins fondamentaux, passe justement par une rupture avec la logique imposée depuis plus d'un siècle par les grands groupes capitalistes qui, en matière énergétique, ont imposé leurs choix à l'humanité entière.

Léonce Aguirre

Défi afghan... test afghan

Michel LEQUENNE

Gorbatchev arrêtera-t-il la guerre d'Afghanistan ? Espoir et doute se partagent les écrits et déclarations des journalistes soviétologues et des politiciens, au rythme des signes semés par les personnalités soviétiques.

L'AFGHANISTAN peut être pris comme un véritable test de la politique du Kremlin, de l'ampleur de son changement d'orientation et des marges de manœuvre des tenants du nouveau cours. Mais les opinions, qu'elles aient la fixité du monolithe ou le flou du nuage dérivant, manifestent toutes quelque analyse fondamentale, explicite ou implicite, de la nature du système de l'URSS. De l'extrême droite et de l'ultra-gauche, pour lesquelles les évolutions de la politique de Moscou ne sauraient être que manœuvres machiavéliennes, à la droite libérale et à la gauche molle, toujours prêtes à repartir en rêve, qui vers l'assagissement du régime, qui vers la remise en marche vers le socialisme, il y a commune incompréhension de la nature de la bureaucratie soviétique, de ses contradictions spécifiques et de ses tensions internes, donc, par voie de conséquence, de ce qu'elle peut faire et ne pas faire, jusqu'où elle peut ou non aller trop loin.

La guerre d'Afghanistan est, à cet égard, un remarquable révélateur du versant gorbatchévien de la politique bureaucratique, en cela que la guerre est non seulement la continuation de la politique par d'autres moyens mais, au-delà, le point le plus aigü de toute politique.

Comme nous l'écrivions l'an dernier : *« C'est sur le plan international qu'il* [Gorbatchev] *doit trouver la clef de ses réformes intérieures. Il est donc stupide de croire purement propagandistes ses offres de limitation d'armements et de règlement pacifique des conflits Est-Ouest. Sans allègement de la course aux armements, toutes les réformes bureaucratiques sont vouées d'avance à l'échec.* (...) *C'est dans ce cadre que le devenir de la guerre d'Afghanistan se situe, mais compliqué de problèmes particuliers* [1]. »

L'opacité des sphères politiques du pouvoir soviétique dissimule nombre de données de la guerre d'Afghanistan, de ses causes aux positionnements des tendances de la nomenklatura à son égard, donc des problèmes de liquidation de l'héritage. Cependant, l'examen attentif des faits dévoile progressivement les cohérences dans la continuité des courbes aussi bien que dans leurs ruptures. C'est pourquoi il importe de saisir et de suivre au jour le jour tous les fils embrouillés d'un conflit où se mêlent et se conjuguent tous les niveaux. Guerre de libération nationale d'un peuple dont l'unité nationale était à la fois très ancienne et très formelle, et conflits continentaux et mondiaux.

En France, seul le Bureau international Afghanistan (BIA) poursuit et livre soigneusement une information abondante et d'une totale honnêteté sur les évolutions de tous ces niveaux. Qui veut comprendre – et *a fortiori* désire prendre position – sur la question, sans impressionnisme, réaction tripale ou schéma préétabli, a donc intérêt à lire la revue *Défis afghans* [2] et le livre *Défi afghan* [3], véritable somme, arrêtée à décembre 1986, de cette information.

Et d'abord, où en est la guerre ?

L'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral, à partir du 15 janvier dernier, faite par le gouvernement fantoche de Najibullah s'est vite révélée ce qu'elle était :

une manœuvre adventice d'un plan global visant à obtenir par la voie diplomatique ce qui n'a pu l'être par sept ans de guerre. Les communiqués sur les retours d'exilés ont gonflé un mouvement limité, arrêté en quinze jours, soit presque aussitôt que commencé. Les illusions sur l'arrêt réel des combats n'ont pas résisté aux nouvelles données par les moudjahidins que la guerre continuait et même s'accentuait. Les avions de Kaboul n'allaient pas tarder à confirmer la vérité en déversant leurs bombes sur les camps du Pakistan, en des raids maintenant hebdomadaires qui font à chaque fois leur lot de morts civils par dizaines.

Un cessez-le-feu, on le sait, ne peut jamais être unilatéral. L'accepter sans conditions, de la part du plus faible, ce serait accepter que le plus fort améliore ses positions en démobilisant l'esprit de résistance. Une seule condition pouvait rendre sérieuse la décision de cessez-le-feu : la reconnaissance politique de l'adversaire et la proposition de négociation avec lui. Le cessez-le-feu de Najibullah s'est donc limité à un bluff. Son seul succès est que la grande presse y a fait croire l'opinion occidentale. Et la guerre a donc continué dans toute son horreur.

La première étude de *Défi afghan* est le journal du zootechnicien Alain de Bures, qui mena dans la vallée de la Kunar, avec l'agriculteur Bernard Juan, la mission organisée par le BIA de « résitance verte », autrement dit d'aide à la lutte de survie des paysans afghans restés au pays, contre la politique de terre brulée des Soviétiques. La simplicité de notation de ce journal révèle ce qu'est cette politique que nous avons qualifiée de génocide. Des critiques, soucieux de linguistique, nous ont opposé qu'on ne pouvait parler de génocide que là où se manifestait une volonté exprimée, raciste, de destruction d'un peuple dans sa totalité, et que, de ce point de vue, on ne peut employer ce mot que pour l'extermination systématique d'un groupe social ou racial, telle celle des Arméniens, ou la « solution finale de la question juive » par le nazisme. Une telle restriction terminologique aboutit à réduire certains crimes contre l'humanité à des actes de guerre que les moyens modernes de destruction rendraient « normaux ». Pire encore serait de faire dépendre la reconnaissance du génocide de la carte de visite du massacreur : génocide au Vietnam, oui, mais pas au Cambodge de Pol Pot ou en Afghanistan. Pour nous, il y a génocide à chaque fois que, pour vaincre, un belligérant, systématiquement, massacre les populations civiles par dizaines de milliers, rase les villages, abat les troupeaux, les récoltes, et détruit les infrastructures économiques (en Afghanistan, le système d'irrigation séculaire, sans lequel le pays redevient un désert). Peu importe qu'ici l'intention ne soit pas de massacrer *tous* les Afghans, mais *seulement* tous ceux qui n'acceptent pas le joug russe. Nous laisserons donc aux grammairiens le soin de fixer à partir de quelles centaines de milliers de morts se situe le génocide. Ceux d'Afghanistan suffisent à nos yeux.

Au long des pages du journal d'Alain de Bures, on relève : pas un village debout de la frontière aux rives de la Kunar ; des Migs mitraillent les moissonneurs ; les récoltes brûlent : des arbres tricentenaires géants sont en flamme ; mille deux cents bombes sont tombées au fond de la vallée contre un moulin, une maison. Et, lancinante, la mention des mines antipersonnel minuscules qui tuent ou mutilent, surtout les enfants et les animaux.

Le chaud et froid du gorbatchévisme

Gorbatchev a déclaré que la guerre d'Afghanistan était une plaie ouverte au flanc de l'URSS. Implicitement, c'est reconnaître que l'invasion a été pour le moins une erreur, et manifeste que, plus que probablement, certains clans de la bureaucratie soviétique y étaient opposés. Mais c'est surtout admettre l'échec des sept années de guerre du Goliath soviétique contre le David afghan. Pour autant, ce n'est pas assez pour accepter la seule voie de solution du conflit : la négociation avec un adversaire qui n'a cessé de dire qu'il y était prêt, à la seule condition qu'on le reconnaisse pour ce qu'il est.

Gorbatchev en est, en somme, là où en était de Gaulle face aux Algériens, à l'heure de la proposition de la « paix des braves ». Il n'a visiblement pas les coudées plus franches que lui mais, comme lui, il semble encore persuadé de pouvoir s'en tirer avec des demi-mesures qui lui feraient gagner l'essentiel par des concessions secondaires.

Si les bureaucrates brejnéviens (on a pu le vérifier par l'interrègne de Tchernenko) sont toujours les opposants à une autre solution que militaire du conflit, il est plus difficile de savoir comment la bureaucratie militaire se situe. Selon Alexandre Adler, les militaires modernistes étaient les partisans *« du redéploiement vers l'Ouest et du développement des armes de haute technologie* [et] *ne cessaient de dénoncer les conséquences négatives du conflit afghan. Mais maintenant que les mêmes hommes sont responsables de la guerre en Afghanistan, guerre qu'il mènent différemment, ils ne veulent pas la perdre. En effet, dans la situation actuelle, le problème afghan pourrait faire tomber Gorbatchev si celui-ci devait être le bradeur de cette position acquise. Pour les militaires modernistes, l'Afghanistan représente un banc d'essai de la professionnalisation qu'ils préconisent. Dans l'armée de Kaboul, on a dégagé dans chaque division des troupes spéciales d'élite qui doivent remplacer la conscription. Il y a de plus en plus, du côté soviétique, de troupes de parachutistes, de troupes aéromobiles : en ce sens, le conflit afghan constitue un terrain de manœuvres pour cette politique de modernisation et de professionnalisation de l'armée. Parallèlement, on assiste à une montée dans l'état-major des généraux ayant commandé en Afghanistan.* [4] »

Toutes les données convergent donc pour dessiner une situation faite de succès militaires limités combinés aux manœuvres diplomatiques pour étouffer la résistance, l'isoler et imposer le « gouvernement de réconciliation nationale » qui ferait de l'Afghanistan un protectorat soviétique au-dessus duquel resterait suspendue l'épée de Damoclès du retour des troupes « alliées » russes.

Dans un tel plan, le maintien de la pression militaire constante sur les points clés — Herat, Kandahar, le Paktia, la Kounar, auquels s'ajoute maintenant la frontière soviétique où des combats font rage — se combine avec une pression énorme sur le Pakistan.

Il ne faut pas oublier que Gorbatchev, le jour même de son avènement, injuria le chef de l'Etat pakistanais qui était venu à Moscou — ce qui est rare dans les annales diplomatiques —, le menaçant de représailles sur son territoire s'il ne cessait pas son soutien à la résistance afghane. Ces menaces sont passées maintenant à exécution : non seulement bombardements réguliers mais, moins spectaculaires et plus efficaces, offensives des services secrets du Khad-KGB dressant par l'agitation et la corruption, contre les réfugiés afghans et leur soutien par le général Zia, la double opposition des populations locales pour lesquelles les réfugiés sont une charge et une concurrence économique, et maintenant attirent les bombes, et de l'opposition politique « démocratique » qui clame que l'immigration afghane fait du Pakistan le pays des Kalachnikov et de la drogue.

Une pression inverse est exercée sur le Pakistan par les Etats-Unis, afin qu'il reste la base arrière de la résistance, condition *sine qua non* de sa survie. En retour, et pour inciter Zia à la fermeté, une aide de plus de quatre milliards de dollars sur cinq ans lui a été concédée

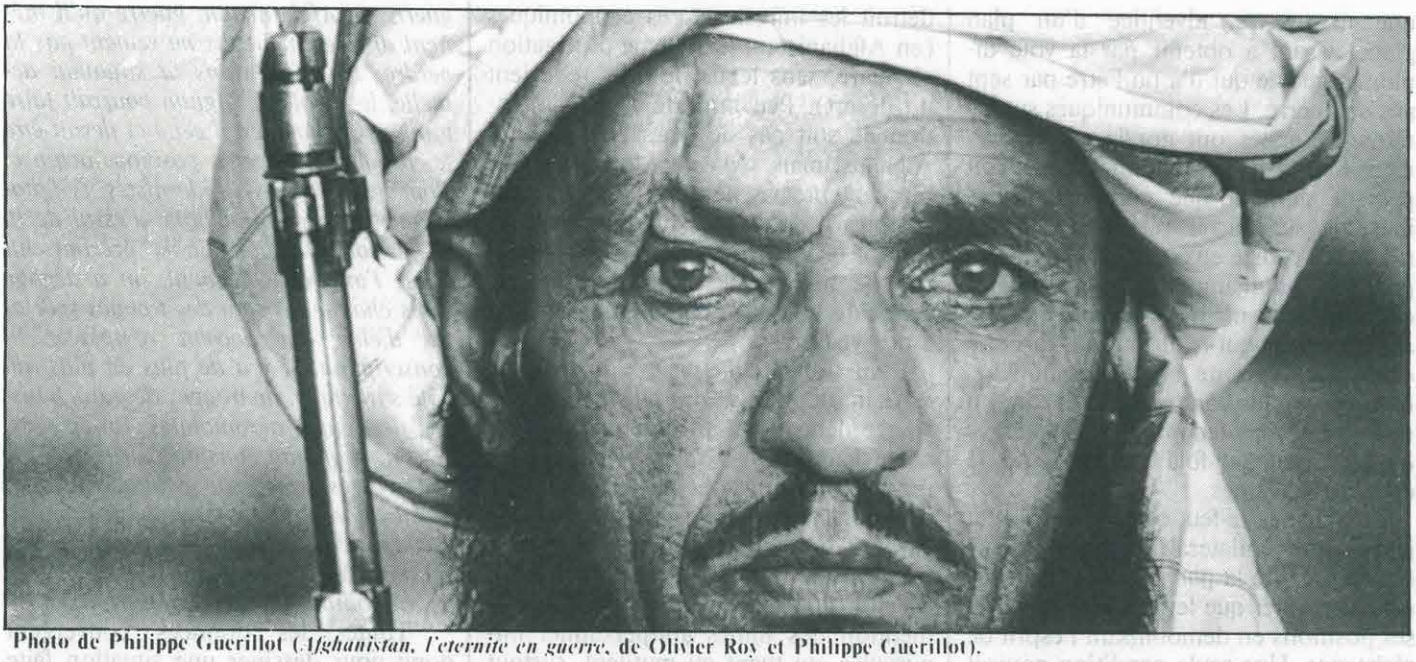


Photo de Philippe Guerillot (*Afghanistan, l'eternite en guerre*, de Olivier Roy et Philippe Guerillot).

et on discute de la possibilité de la levée du contrôle du retraitement nucléaire, ce qui est une vieille revendication pakistanaise.

Le jeu ambigu des Etats-Unis

Il y a là un équilibre instable. D'autant plus qu'il semble bien que, pendant sept ans, le Pakistan observait une sorte d'accord tacite avec l'URSS, filtrant l'armement vers la résistance afin d'interdire une escalade de la guerre.

Cet équilibre se brise avec l'affaire des Stinger. Ces missiles sol-air portables, de trois kilomètres de portée, à guidage thermique à chaleur constante, donc non égarée par les leurres, donc seule défense efficace contre les trop efficaces hélicoptères lourds de combat soviétiques, sont l'arme indispensable des moudjahidins qui puisse les remettre en état d'équilibre avec les progrès des moyens militaires russes.

Longtemps l'arrivée de ces missiles en Afghanistan avait un caractère mythique. On n'en signalait la présence que par unités. Quelle en était la raison ? Etaient-ils bloqués au Pakistan, par crainte de l'escalade qui, précisément, s'esquisse maintenant ? S'agissait-il de divergences inter-américaines ? Cette dernière hypothèse n'est pas à exclure, puisque, selon la Fédération for Afghan American Action, sur les 1 090 millions de dollars attribués par le Congrès à l'Afghanistan par l'intermédiaire de la CIA, seulement 398 millions seraient parvenus à la résistance et que le reste aurait servi à alimenter les caisses des contras du Nicaragua et l'Unita de Savimbi en Angola. Il faut rappeler que c'est la « gauche » démocrate du Congrès qui a obtenu le vote de ces crédits et que Reagan et la CIA ont d'autres priorités.

Une autre étrangeté a été que les premiers Stinger, en nombre d'ailleurs réduit — 150 en une année —, se sont trouvés entre les mains du Hezb-é-islami de Gobuldin Hekmakiar, donc du parti fondamentaliste pour qui les Etats-Unis sont aussi diaboliques que l'URSS. Garantie d'efficacité, suggèrent certains, le Hezb-é-islami étant la plus structurée de toutes les organisations de résistance.

Quoi qu'il en ait été, désormais les entrées de Stinger — entre 900 et 1 200 — se font plus régulières et sont dans toutes les mains, bien qu'à raison d'un seul missile par commando de quatre hommes. Cela a néanmoins suffi déjà à dissuader les hélicoptères lourds et a obligé les Russes à revenir aux avions, soit à haute altitude, soit en rase-motte, ce qui n'est guère facile en ce pays montagneux.

Cette aide permettrait-elle de dire que les Etats-Unis commanditent la résistance afghane ? Plus qu'une stupidité, ce serait entrer dans le jeu de la propagande stalinienne et réduire la lutte d'un peuple aux manœuvres géopolitiques qui tentent de l'utiliser. Les Etats-Unis ne manifestent aucune solidarité politique avec la résistance, et encore moins ne soutiennent sa cause, ce qui pourrait si facilement s'exprimer par une reconnaissance de l'Alliance islamique qui est son actuelle expression politique. C'est que les Etats-Unis ne contrôlent en rien ce mouvement populaire spontané. Et il est visible qu'ils s'en méfient. En dépit des Stinger, la résistance afghane est la guérilla la plus mal armée du monde, la plus misérable, celle qui est, en définitive, sans véritables alliés. Et elle se trouve maintenant dans sa phase peut-être la plus difficile en cette huitième année de guerre.

Un piège pour la résistance

En effet, pendant que l'opinion publique continue à s'assoupir dans les « rumeurs de paix », la guerre connaît développement et escalade tandis que le filet des manœuvres politiques resserre ses mailles.

Ce qui est essentiel pour la politique de Gorbatchev est en progrès, à savoir la négociation sur une progressive dénucléarisation en Europe. Il peut donc cesser de faire des ouvertures dans la négociation afghane. Suspendue une nouvelle fois, la négociation de Genève n'est probablement pas près de recommencer.

Rentrant de Moscou, Henry Kissinger a déclaré : *« Je suis arrivé à Moscou convaincu que l'URSS ne permettrait pas le renversement d'un régime mis en place par un pouvoir soviétique. Je n'en suis plus aussi sûr. Nos hôtes soviétiques ont insisté sur leur désir d'un retrait total. Ils ont aussi affirmé qu'ils poursuivaient l'objectif d'un gouvernement de réconciliation nationale comprenant des représentants des groupes de guérilla. J'ai demandé à une personnalité communiste de haut rang s'il était possible que les Soviétiques restent sans rien faire pendant que s'effondrerait un gouvernement communiste. Il m'a répondu que le gouvernement de Kaboul n'était pas communiste, et même pas socialiste.*[5] »

Cette réponse a un double sens. Peut-on penser Kissinger assez naïf pour ne pas l'avoir saisi. Il s'agit évidemment bien plutôt d'une acceptation

tacite d'un retour au *statu quo ante*, d'un Afghanistan restant dans la « zone soviétique d'influence » au terme d'un règlement global mondial. Et donc d'une trahison potentielle du peuple afghan.

La préparation de la comédie de déguisement du régime de Kaboul est en œuvre depuis le remplacement de Babrak Karmal par Najibullah. Sous travestissement islamique, ce pouvoir guépéouiste se tourne vers les forces les plus réactionnaires de la société pour tourner la résistance sur sa droite. Najibullah commence une allocution au cours de l'inauguration du Centre de recherche et d'études islamiques *« au nom d'Allah bénéfique et miséricordieux »* et dénonce les *« mécréants qui agissent contre la réconciliation nationale sur le territoire de la République démocratique d'Afghanistan depuis leurs bases pakistanaises »*. Le *Kaboul News Times* du 8 février 1987 apprend que *« plus de vingt-quatre mosquées ont été nouvellement construites et mille cent réparées* [6] *»*. Tout cela est très gros et, finalement, de peu d'effet. Les agents du « ministère des tribus », envoyés sur le terrain, sont souvent assassinés.

Le véritable coup de génie soviétique, c'est d'avoir jeté dans le camp de la résistance la pomme de discorde du recours au roi Zaher. Celui-ci, qui fut une sorte de « roi fainéant » gouvernant par ministres interposés, est radicalement récusé par le Hezb-é-islami qui le considère comme le responsable de la mise du pays sous la tutelle russe, et prophétise qu'il ne pourrait rentrer à Kaboul que dans un cercueil. Le Hezb-é-islami lutte pour une république islamique (non pas sur le modèle de celle d'Iran mais dans l'esprit des idées des Frères musulmans, ce parti étant sunnite et non chiite). A l'inverse, les partis modérés de l'Alliance islamique, dont aucun dirigeant n'a de stature de leader politique national, sont tentés d'accepter le roi comme personnage traditionnel, lieu commun quasi neutre, s'il permet une reconnaissance dont la perspective s'éloigne du fait même de la division que fait naître l'évocation de sa personne.

D'où qu'elle vienne, la suggestion d'une solution au travers du roi Zaher, en divisant la résistance, constitue un piège dont les risques sont considérables : celle de l'engagement dans une solution purement diplomatique excluant les forces représentatives du peuple en lutte.

En riposte, l'idée surgit – ou plutôt réapparaît – d'une représentation plus légitime que l'Alliance islamique, celle d'un conseil des commandants qui sont sur le terrain et y ont acquis un haut prestige. Certes, aucun d'eux n'est un Tito, c'est-à-dire un chef à la fois politique et militaire. Mais le mouvement d'unification et d'entraide ne cesse de progresser et donne une consistance nouvelle à l'idée. Il est loin déjà le temps où les factions résistantes se battaient entre elles. Le plus grand espoir est donc dans ces moudjahidins, tout le peuple en armes, difficile à désarmer, ce qui est la seule garantie politique possible, comme l'on sait.

Cette nouvelle situation actuelle de l'Afghanistan fait invinciblement penser à celle de l'Espagne occupée par les troupes françaises de Napoléon. Là aussi, les occupants se donnaient les gants d'être le progrès, voire la révolution, et voulaient voir dans le soulèvement populaire la réaction obscurantiste. Marx au contraire situait la révolution du côté des masses spontanément levées. Là aussi la guerre de libération nationale avait des représentants politiques divisés et dont la majorité rêvait de revenir simplement à l'ordre antérieur. Là aussi le recours au roi contenait (et, là, réalisa) la menace d'une trahison de la lutte où se développaient des potentialités révolutionnaires qui fleurirent plus tard et exigèrent pour être écrasées l'intervention nouvelle de la France de la Restauration [7]. Le changement des temps laisse place à l'espoir d'un sort moins tragique pour l'Afghanistan de demain.

Ce n'est pas le pire qui est certain

Les limites du succès de la manœuvre des Soviétiques, de Najibullah et de ses services secrets, c'est le pourrissement interne de ce pouvoir « Quisling » de Kaboul. Le départ de Babrak Karmal pour l'URSS, on hésite à le juger comme une fuite ou comme une déportation. C'est à ses partisans du Parcham que l'on attribue les plus récents attentats de la capitale et de ses environs. Bien qu'issu, lui aussi, du Parcham, Najibullah recherche maintenant ses appuis – par un retour du balancier – vers les militants de la fraction Khalq, naguère jetés en prison ou décimés à coups de révolver. Et c'est un tel pouvoir « afghan » que Gorbatchev voudrait consolider assez pour qu'il puisse se passer de son corps expéditionnaire !

Les vrais ou faux naïfs qui jugent la résistance afghane trop intransigeante quand elle refuse une négociation dont elle n'est pas partie prenante et qu'elle exige, comme condition préalable à tout gouvernement intérimaire, le départ des troupes soviétiques ; ceux-là qui sont patients pour le peuple martyr d'Afghanistan jusqu'à juger sérieuses des propositons d'un calendrier de retrait des troupes soviétiques étalé sur trente-six mois en estimant que, dans ce délai, Najibullah aura réussi à se créer une base sociale dans le pays auquel il assurera un avenir sinon radieux du moins progressiste, en réalité ceux-là optent pour le maintien des troupes soviétiques jusqu'à une assimilation territoriale à l'URSS du pays désertifié, ses exilés étant voués à la palestinisation ; car les staliniens afghans ont largement et définitivement démontré leur incapacité à se donner quelque base sociale que ce soit et ont même réduit à rien leur propre base politique de départ.

Emportés par le flux d'espoir que nourissent les sirènes gorbatchéviennes, certains, lassés par ce problème qui échappe à leurs normes et schémas, se remettent à chipoter l'usage que ce peuple pourrait bien faire de son droit à disposer de lui-même, s'il advenait qu'il en reconquière l'usage. Il y a là une attitude parallèle à celle de ces gens de droite qui pointent le doigt sur l'Algérie ou le Vietnam en criant : « Voyez ce que ces malheureux ont gagné à rejeter notre paternelle tutelle ! »

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne se marchande pas. Pour des marxistes révolutionnaires, sa défense est inconditionnelle, non pas en fonction d'un principe abstrait, mais dans la compréhension de la dialectique historique qui connaît souvent des détours paradoxaux. L'un de ceux-ci tient à ce que le stalinisme a pour conséquence de jeter des luttes progressives sous des bannières bien inattendues, ici chrétienne [8], là islamique. Mais, précisément, ce que les marxistes révolutionnaires savent, c'est que ce qui l'emporte toujours, en définitive, ce n'est pas l'illusion idéologique mais les intérêts profonds qui deviennent toujours plus conscients dans toute lutte pour la liberté et la dignité de ceux qui ne craignent pas la mort. A cet égard, les Afghans n'ont de conseils à recevoir de personne.

Michel Lequenne

1. « En Afghanistan, la sale guerre continue », *in Critique communiste* n° 55, spécial, 1986.

2. *Défis afghans*, en particulier n° 13, de mars-avril 1987.

3. A. de Bures et J.-M. Chaligny (pseudonyme collectif du BIA), *le Défi afghan – l'URSS en échec*, éd. Anthropos.

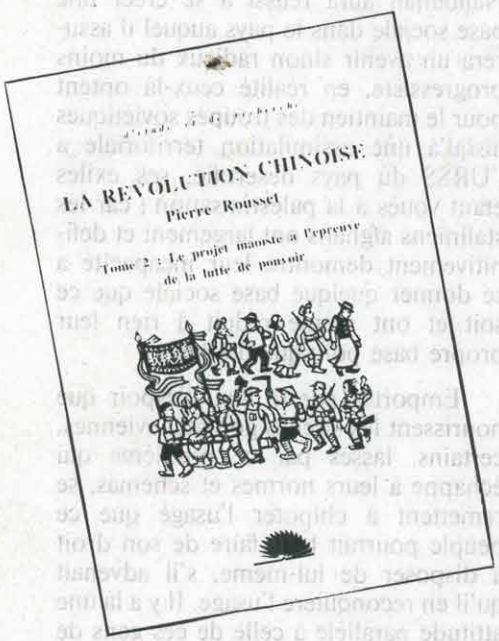
4. « Une intervention allégée », *in Défis afghans* n° 55.

5. *op. cit.*, p. 22.

6. *op. cit.*, p. 24.

7. K. Marx, « La révolution espagnole », *in Œuvres politiques*, t. VIII, éd. A. Costes.

8. *cf.* Michael Lowy, « Marxisme et théologie de la libération », *in Quatrième Internationale* n° 24, avril 1987.



« La place du marxisme dans l'Histoire » *

de Ernest MANDEL

Cette nouvelle série de brochures publiées par l'Institut international de recherche et de formation (Amsterdam) est inaugurée par un remarquable texte d'Ernest Mandel. Refusant la conception abstraite, académique et positiviste du marxisme comme une « science pure » détachée de tout lien avec le mouvement social, il se donne pour but d'appliquer l'interprétation matérialiste de l'histoire au marxisme lui-même : en d'autres termes, de la situer dans son contexte historique général et dans son rapport dialectique – à la fois intégration, critique, et dépassement – avec les sciences sociales de l'époque, avec le socialisme utopique et *avec le mouvement ouvrier.*

En trente pages claires, précises, cohérentes, Mandel présente donc la genèse du marxisme, ses caractéristiques fondamentales, l'itinéraire personnel de Marx et Engels, et la réception de leurs idées dans le monde. La place du marxisme dans l'histoire doit être comprise à deux niveaux : en tant qu'expression consciente du mouvement réel d'auto-émancipation des travailleurs dans le système capitaliste, le marxisme est un phénomène moderne ; mais il est aussi l'héritier et l'exécuteur testamentaire de milliers d'années d'efforts d'émancipation de l'humanité laborieuse, d'une vieille tradition de rêves et de combats des pauvres, des exploités et des opprimés.

Une des contributions les plus importantes de la brochure est sa critique des interprétations linéaires, économistes et mécaniques du marxisme – en leur opposant une conception authentiquement dialectique des *contradictions* du progrès historique. Au fur et à mesure que s'étend le mode de production capitaliste – notamment dans les pays colonisés – les ambiguïtés du progrès économique et politique qu'incarne l'extension de la société bourgeoise commencent à apparaître au grand jour. *« L'impact violent, désagrégateur, destructeur, inhumain que ce capitalisme a exercé sur les sociétés précapitalistes d'Amérique, d'Asie et d'Afrique dépasse de loin son impact similaire sur la société précapitaliste en Europe occidentale, méridionale, centrale et orientale. Marx et Engels étaient des savants trop rigoureux et des humanistes trop passionnés pour ne pas s'en apercevoir, s'en indigner, et se révolter contre ces crimes abominables »* (p. 27).

La principale faiblesse du marxisme de la II[e] Internationale est précisément une vue linéaire du progrès, un déterminisme fataliste qui concevait la transcroissance du capitalisme vers le socialisme comme plus ou moins inévitable, sous l'effet de l'évolution économique, sans accorder une importance primordiale à l'initiative politique. Cela impliquait souvent un refoulement, voire un dénigrement de l'action directe des masses, qui jusqu'en 1905 (quand surgit le courant international incarné par R. Luxemburg, Lénine et Trotsky) est restée cantonnée dans les milieux anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires.

Telle ou telle formulation de la brochure peut prêter à discussion : par exemple, est-ce que pour Marx et Engels le renforcement numérique des salariés jusqu'à ce qu'ils deviennent la majorité de la nation était vu comme *« une des préconditions essentielles de la victoire durable de la révolution »* (p. 21) ? Il est vrai que l'on trouve ce postulat dans certains de leurs écrits – par exemple à propos de l'Angleterre – mais la circulaire de mars 1850 sur la révolution en Allemagne envisage malgré tout un processus de révolution permanente, à direction prolétarienne, dans un pays encore arriéré, où les salariés étaient encore loin d'être majoritaires (des idées analogues sont esquissées dans les derniers écrits de Marx sur la Russie).

Mais ce sont des détails : pour l'essentiel ce petit travail de Mandel est non seulement un outil de formation d'une qualité exceptionelle – en tant qu'initiation au marxisme d'un point de vue engagé et militant – mais aussi un apport original qui enrichit et renouvelle le débat sur la place du marxisme dans l'histoire.

M. Lowy

* *Cahiers d'étude et de recherche* n° 1.

Cahiers d'étude et de recherche

Numéros disponibles :

CER n° 1, « La place du marxisme dans l'histoire », par Ernest Mandel, 40 pages, 20 F.

CER n° 2, « La révolution chinoise », tome 1, « La deuxième révolution chinoise et la formation du projet maoïste », par Pierre Rousset, 32 pages, 20 F.

CER n° 3, « La révolution chinoise », tome 2, « Le projet maoïste à l'épreuve de la lutte de pouvoir », par Pierre Rousset, 48 pages, 25 F.

CER n° 4, « Sur la révolution permanente », par Michael Löwy, 40 pages, 20 F.

Prévus :

« Lutte de classes et mutations technologiques au Japon », par Muto Ichyo.

« Le stalinisme », par Ernest Mandel.

« La fondation de la IV[e] Internationale », par Daniel Bensaïd.

Et bien d'autres...

Abonnement à neuf numéros : 180 F (par avion, ajouter 20 %). Libeller les chèques à l'ordre de Pierre Rousset. Envoyer à *CER*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

Oni (Eux)

Klara ROBAK

En 1980, profitant du vent de liberté qui soufflait après la signature des accords de Gdansk, une journaliste polonaise, Teresa Toranska, signait un contrat avec la maison d'édition (officielle) Iskra, pour réaliser un livre d'interviews d'anciens dirigeants du POUP qui avaient été au pouvoir pendant la période 1944-1956. De nombreux ex-dirigeants ont consenti à parler, probablement parce que, après des accusations sévères lancées contre eux en 1956, puis des longues années d'oubli (presque tous ont été écartés des instances dirigeantes du parti, ou même écartés du parti tout court), quelqu'un enfin montrait de l'intérêt pour leur point de vue. Adroitement stimulés, parfois provoqués par Toranska, les anciens responsables du POUP ont beaucoup parlé.

TERMINÉ en 1984, le livre contient de longs entretiens avec sept anciens dignitaires du régime. Parmi eux, Jakub Berman, le numéro deux du régime pendant les années 1944-1956. Il était membre de la troïka qui dirigeait la Pologne à cette époque (le premier secrétaire du parti, Bierut et ses deux conseillers Berman et Minc). Egalement Eduard Ochab, le premier secrétaire du parti entre mars et octobre 1956, ainsi que des interviews avec la veuve de Minc (mort en 1974) et avec quatre responsables du POUP : Roman Werfel, l'idéologue du parti et le rédacteur en chef de l'organe du parti, *Trybuna Ludu*, Stefan Staszewski, directeur du département de l'édition et de la presse du POUP, Wiktor Klosiewicz, président du conseil central des syndicats et Leon Chain, vice-président de la chambre de contrôle.

Le manuscrit a été refusé par la maison d'édition commanditaire, peu soucieuse d'un matériel politique explosif en pleine période de répression. Cependant, il a été publié clandestinement et a très vite connu un énorme succès d'édition en Pologne. Réédité en polonais à l'étranger, il a été traduit en plusieurs langues [1].

La traduction française a été amputée de deux interviews (Klosiewicz et Chain) et de passages dans d'autres interviews ; par contre, on a ajouté une introduction fort médiocre. Le succès du livre est à la mesure de son originalité : pour la première fois dans l'histoire des pays du socialisme réellement existant, une période historique importante est éclairée par les confidences de plusieurs des hommes qui ont façonné la politique de ce temps. D'autres facteurs ont contribué au caractère unique de cet ouvrage : le poids des interlocuteurs de Toranska, les révélations apportées sur certains épisodes de l'histoire polonaise, notamment de l'histoire du Parti communiste polonais et, finalement, le portrait fascinant des dirigeants staliniens qui se dessine dans cette œuvre.

A l'exception de Staszewski, un ex-communiste repenti qui se déclare favorable à l'opposition (et qui apparaît dans le livre comme la personnalité la plus louche...), et peut-être de Chain, qui, après avoir quitté la politique pour devenir un historien professionnel, porte maintenant un regard critique sur le passé, sans cependant perdre la foi dans la possibilité de réformer le régime, les interlocuteurs de Toranska se considèrent toujours comme des communistes fidèles. Membres du Parti communiste polonais avant la guerre, militants de base avant de devenir des dirigeants, ils ont souvent passé des années en prison ou dans la clandestinité et ont subordonné leur vie privée

aux besoins du parti. Une fois au pouvoir, ils ont bien sûr joui de nombreux privilèges, mais ces privilèges semblent secondaires pour eux, et leur perte n'a pas ébranlé leur foi dans le communisme – dans *leur* communisme. Tous sont prêts à reconnaître qu'ils ont commis des erreurs ponctuelles, mais ils considèrent leur activité passée non seulement comme « globalement positive », mais comme la seule possible. Tenant tête aux attaques répétées de Toranska, ils continuent de croire que, au-delà de questions de détail, leur action était fondamentalement juste.

L'éducation d'un stalinien

Qui sont les dirigeants du Parti communiste polonais après la guerre ? Comment devient-on un stalinien fidèle ? Et comment justifier la période des *« déviations et erreurs »* ?

Roman Werfel définit ainsi la direction du POUP entre 1944 et 1956 : *« Nous étions tous des débris, des gens que Staline n'avait pas eu le temps d'achever, des gens de troisième catégorie. »* En effet, le Parti communiste polonais, dont la direction fut accusée de « trotskysme », a été dissous par Staline en 1938 et une grande partie de sa direction a disparu au goulag. Les dirigeants qui n'avaient pas été « convoqués » à Moscou ont souvent péri en Pologne pendant l'occupation allemande. La nouvelle direction du parti a été choisie parmi les dirigeants intermédiaires du Parti communiste polonais qui ont séjourné en URSS et que Staline n'a pas jugés suffisamment important pour les liquider pendant *« la grande purge »*. Pour rester des communistes fidèles, les membres de cette génération ont tous dû, comme l'explique Berman, non seulement avaler beaucoup de couleuvres mais encore apprendre à aimer cela. Ils ont dû accepter et justifier les procès de Moscou puis la dissolution du Parti communiste polonais et la liquidation de sa direction et, tout de suite après, le pacte germano-soviétique, puis le partage de la Pologne entre l'armée allemande et l'Armée rouge. Il fallait vraiment avoir l'estomac solide pour avaler tout cela. Et ils l'avaient. Très choqué par l'annonce de l'invasion soviétique de la Pologne en septembre 1939, Berman s'est ressaisi avec une vitesse étonnante. Passé dans la zone occupée par l'Armée rouge, il a accepté tout de suite la nationalité soviétique et a commencé immédiatement à militer en faveur... de l'annexion permanente de ces territoires par l'URSS.

A partir de 1943, prévoyant le futur partage de l'Europe, Staline s'efforçait de rassembler, parmi les survivants de la direction du Parti communiste polonais, une équipe capable de prendre le pouvoir en Pologne quand celle-ci entrerait dans la zone d'influence soviétique. Les communistes polonais qui ont séjourné en URSS pendant la guerre (tous les interlocuteurs de Toranska à l'exception de Klosiewicz) ont pu observer de près le fonctionnement du système soviétique et les méthodes staliniennes. Ils devaient donc avoir peu d'illusions sur leur capacité à mener ultérieurement une politique autonome. Et pourtant, comme l'explique Chain, beaucoup d'entre eux (y compris Staszewski, qui venait d'être libéré du goulag) ont cru qu'en Pologne ils seraient capables de faire les choses différemment et mieux. Ils ont eu l'illusion d'un possible nouveau début. Mais la réalité a été tout autre. Confrontés à une opposition très forte, à une résistance farouche de nombreuses couches de la population, aux bandes armées de la droite et de l'extrême droite, le nouveau pouvoir polonais n'a pu, selon les dires de ses anciens dirigeants, se permettre le luxe d'attendre que la population soit convaincue de la justesse de ses propos. Il fallait, selon eux, agir efficacement et vite, c'est-à-dire par la force. Et quand la direction du parti avait le sentiment de se trouver menacée de toutes parts, tous les ennemis de régime étaient mis dans le même sac. Après la liquidation des bandes armées de la droite, ce fut au tour des anciens combattants d'AK (la résistance antinazie nationaliste, fidèle au gouvernement polonais de Londres et pro-occidentale) d'alimenter les prisons et parfois les échafauds. Puis certains des membres de la direction du parti – le cas le plus connu étant Gomulka – sont à leur tour devenus suspects.

La construction du socialisme réellement existant

Interrogés sur cette période, les ex-dirigeants du parti affirment que leur politique, bien que parfois coupable d'excès, était en fin de compte la seule possible. Berman, Ochab et Werfel soulignent notamment que sa situation géo-politique a obligé la Pologne à rester un protectorat soviétique et que par leur action ils ont réussi à créer le *« le meilleur des protectorats possibles »*. Toute autre possibilité, toute tentative d'une politique même minimalement autonome, aurait amené une intervention soviétique et la perte définitive de toute autonomie. La grande majorité des Polonais percevaient la direction du parti de cette époque comme composée d'étrangers, d'agents fidèles de Moscou (souvent, de surcroît, comme membres de la « judéo-commune », en effet, cinq des interlocuteurs de Toranska, Werferl, Staszewski, Chain, Julia Minc et Berman sont juifs). Mais ils se voient comme des vrais patriotes polonais, ceux qui ont sauvé la patrie du désastre ultime. Curieusement, cependant, leurs arguments de « real-politik » sont sans cesse mêlés avec des arguments idéologiques. Selon Ochab et Berman, soutenir l'Union soviétique c'est pour un Polonais se trouver du côté du prolétariat mondial, du côté des opprimés, du côté de toutes les forces progressistes dans le monde, c'est aussi, en même temps, prendre la seule position que l'Armée rouge lui permet de prendre. Ainsi, Berman explique la nécessité de falsifier – il dit « corriger » – les résultats des élections (en 1947 et 1948) à la fois au regard des exigences de la « real-politik » et des besoins des masses polonaises. Selon lui, il est possible de dire la vérité si une alternative existe : on gagne, on reste au pouvoir ; on perd, on s'en va. Mais la situation de la Pologne était telle qu'on ne pouvait accepter le choix de la majorité électorale, car en dehors des communistes personne ne pouvait prendre le pouvoir : eux seuls étaient capables d'empêcher la Pologne d'être « écrasée comme un galette » entre l'URSS et l'Allemagne, eux seuls également pouvaient sauver la classe ouvrière polonaise de la misère.

Interrogés sur les aberrations, les injustices, les excès de cette période, les réponses de tous les anciens dirigeants sont identiques :

a) Au début, c'était la guerre civile, *« c'était nous ou eux »*, et le comportement de leurs adversaires n'était pas meilleur.

b) Par la suite, ils ne savaient rien, n'étaient au courant de rien (l'existence des tortures, les déportations, les tribunaux truqués, les exécutions sommaires). Même Berman, pourtant responsable de la sécurité, affirme ne pas savoir ce qui s'est véritablement passé dans les prisons. D'ailleurs, il n'a jamais cherché à savoir la vérité, même face aux bruits persistants concernant les tortures – car, comme il l'explique, il n'a pas voulu prêter foi aux rumeurs diffusées par les ennemis de l'Etat.

c) Ils affirment que les « déviations » étaient le résultat des agissements des « conseillers ». Car, si en Pologne comme dans les autre pays de l'Est, la désignation « eux » est sans

Manifestants de Solidarité au pied du HLM de Lech Walesa, emblèmes de Solidarnosc et drapeaux polonais mêlés.

ambiguïté pour la population, on constate que les « eux » polonais parlent aussi de leurs « eux » : les « conseillers » soviétiques.

Berman, qui utilise beaucoup cet argument pour se défendre des accusations les plus graves lancées contre lui, fait des distinctions savantes entre *« eux »* – c'est-à-dire, pour lui, les Soviétiques parachutés dans les services polonais, les Polonais qui étaient « des leurs » car mobilisés, souvent dans les camps, comme collaborateurs par le NKVD – et *« les nôtres, mais très obéissants »*. Berman considère que lui-même et les autres membres de la direction étroite du parti étaient de bons patriotes polonais, qui ont lutté d'arrache-pied contre Staline pour lui extorquer le maximum de concessions en faveur du peuple polonais. Il a cependant du mal à énumérer ces concessions. Et certaines des anecdotes racontées par lui dans le livre ne témoignent pas d'une autonomie excessive, par exemple l'histoire de la correction dans le détail du projet de Constitution polonaise par Staline qui, magnanimement, a accordé aux Polonais le droit d'y mentionner le fait que la Pologne était divisée entre l'Autriche, l'Allemagne et la Russie au lieu de ne mentionner, comme c'était dans la première version, que l'Allemagne et l'Autriche.

Le livre est riche – notamment avec le témoignage de Julia Minc, la veuve de Hilary Minc – en détails, souvent pittoresques, de la vie des dignitaires du régime. Vie de château, certes – appartements et villas de service, chauffeurs et serviteurs envoyés d'office, repas officiels à profusion –, mais pas exactement une partie de plaisir. Etre servi, c'est commode, mais c'est un privilège à double tranchant ; il faut toujours se méfier des serviteurs, car on n'est jamais sûr de leur véritable maître. Par exemple, pendant les repas officiels, la nourriture est servie dans un silence glacé, car on ne parle pas devant les serviteurs. Chain comprit qu'on l'avait mis sur la touche quand on lui attribua la gouvernante qui avait travaillé pour Gomulka avant l'arrestation de celui-ci. Pendant les repas officiels on peut manger copieusement, mais pour le reste...

Les joies et les misères de la vie de château

Les fréquentes « visites de travail » à Moscou étaient l'occasion de nombreuses festivités, mais la chaleur humaine ne devait pas être de mise dans les rapports entre les partis frères. Berman se rappelle avec une émotion profonde la seule fois où un dirigeant soviétique (Malenkov) l'a salué d'une manière plus personnelle. Berman raconte également un repas chez Staline à l'occasion duquel il a dansé avec Molotov. Avec *madame* Molotov, corrige Toranska. Non avec *monsieur* Molotov : sa femme était alors au goulag. Il se trouve que la femme de Molotov, une Juive, avait été accusée de déviations nationalistes pendant la campagne antisémite déclenchée par Staline en 1948. A la question naïve de Toranska – est-ce que Molotov, une des personnes clés du régime soviétique, n'avait pas pu aider sa femme ? – Berman répond qu'évidemment il l'a aidée, la preuve : elle est restée vivante. Et Molotov danse avec Berman, parce que c'est la seule possibilité de lui glisser quelques mots d'avertissement à l'oreille.

« Eux » et les autres

Dans l'atmosphère de méfiance générale, ne craignant pas seulement leurs adversaires mais aussi, et peut être surtout, leurs « amis », les dirigeants du POUP vivaient en cercle clos. Isolés dans leurs villas de Kostancin (à une vingtaine de kilomètres de Varsovie), fréquentant uniquement les autres membres de la direction de même rang, il est peu étonnant qu'ils aient rapidement perdu le contact avec les réalités du pays. Werfel souligne que dans le parti clandestin d'avant la guerre, pourtant peu démocratique, la direction était obligée de prendre en considération les aspirations de la base. Même en l'absence de consultations formelles, la base avait toujours le choix de « voter avec ses pieds », c'est-à-dire de refuser de s'engager dans des actions qu'elle désapprouvait. Elle n'avait plus ce choix après la guerre. Parmi les dirigeants, nombreux sont ceux qui ont fini, selon Chain et Klosiewicz, par croire à leur propre « propagande du succès », aux « réunions avec les électeurs » soigneusement mises en scène, à l'avalanche de lettres de lecteurs enthousiasmés publiées dans les journaux, aux applaudissements organisés. D'autres étaient vraisemblablement plus lucides. Ainsi Berman ne nie pas avoir eu conscience que le pouvoir qu'il représentait était haï par une bonne partie de la population. Cela ne le préoccupe pourtant pas outre mesure ; sûr de posséder la vérité historique, et de plus en plus emmuré dans ses certitudes, il ne se souciait guère de l'incompréhension grandissante entre la direction du parti (*« l'avant-garde »*) et les masses. Il peut tranquillement affirmer que, de toute façon, historiquement, c'est toujours la minorité qui sauve la majorité, contre la volonté de ladite majorité.

La certitude de posséder les clés de l'histoire et de connaître ses lois inéluc-

tables, de savoir quels sont les vrais intérêts des travailleurs polonais, et donc d'avoir le droit moral d'imposer ses idées par la force, permet à Berman, Werfel, Julia Minc, Klosiewicz d'éviter les remords, et même de défendre aujourd'hui la justesse fondamentale de leur démarche. Il faut dire que, parfois, Toranska leur permet d'avoir le beau rôle. Affirmant un « patriotisme » souvent voisin d'un chauvinisme grand-polonais, une vision de l'histoire polonaise qui glorifie le maréchal Pilsudski et les gouvernements droitiers de « sanacja » d'avant la guerre comme les vrais défenseurs de la démocratie et du progrès, niant la réalité de la misère et de l'oppression de cette période, reconnaissant d'une manière non discriminatoire comme « les nôtres » toutes les forces nationalistes et anticommunistes, elle donne souvent l'occasion à ses interlocuteurs de critiquer de façon pertinente sa version de l'histoire. Car, eux, vieux routards de la lutte politique, pensent connaître par cœur ses arguments. Pour eux, Toranska représente simplement la continuation directe des idées de la droite nationaliste polonaise d'entre les deux guerres : celle contre laquelle ils luttent depuis une bonne soixantaine d'années. Le combat n'est pas terminé, la droite reste toujours vivante, mais, comme l'explique Berman, il n'y a aucun doute que l'histoire lui donnera raison, et, inéluctablement, la droite finira par être vaincue, même si cela demande encore cent ans.

Parmi les ex-dirigeants interviewés, aucun n'est capable de se rendre compte que le nationalisme de Toranska ne représente pas l'éternel retour des vieux démons, c'est une création toute neuve : *leur* création. Toranska, née après la guerre, a été éduquée dans la Pologne socialiste, et nourrie de la version officielle de l'histoire polonaise — celle racontée par des gens qui, comme l'explique clairement Berman, ne peuvent pas se payer le luxe de dire la vérité. Ecœurée comme la quasi-totalité de sa génération par les falsifications de l'histoire « officielle », Toranska présente à ses interlocuteurs une autre version, en fait l'image-miroir de *leur* histoire, simplement en renversant les signes, en changeant le noir en blanc et *vice versa.* Les interlocuteurs de Toranska sont enfermés dans leur système de pensée préétabli, leurs certitudes et leur langage stéréotypé. Ils ne sont pas capables de voir que, si les similitudes existent du fait des racines culturelles communes, le nationalisme polonais d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec celui d'entre les deux guerres. Tandis qu'avant la Seconde Guerre mondiale, le nationalisme était nourri par des conflits entre les Polonais et de très larges minorités nationales qui existaient en Pologne (Ukrainiens, Lettoniens, Lithuaniens, Juifs, etc.), le nationalisme polonais d'aujourd'hui est très étoitement lié à la situation politique du pays et à son histoire récente. Ses porte-parole ne sont plus comme avant la guerre les propriétaires terriens en conflit (particulièrement à l'est du pays) avec une paysannerie ukrainienne ou lithuanienne ou les petits entrepreneurs, en l'occurrence avec les Juifs, mais les couches nouvelles, les intellectuels, l'intelligentsia technique, et même une bonne partie de la classe ouvrière. Le nationalisme polonais d'aujourd'hui réunit tous ceux qui se sentent exploités et dévalorisés par *« eux », « les rouges », « la commune », « les laquais de Moscou »*, et qui voient dans ce qu'ils ressentent comme une occupation étrangère la source unique de tous leurs malheurs.

Les ex-dirigeants du POUP ne sont nullement capables de saisir que ce sont *« eux »* — et ceci n'est peut être pas leur moindre méfait — qui ont poussé une bonne partie des Polonais nés après la guerre dans les bras de l'Eglise et des courants nationalistes les plus réactionnaires. Et ils n'ont aucune possibilité de comprendre la révolte des ouvriers polonais de 1980. Ils n'étaient pas *a priori* hostiles aux grèves. Ils ont soutenu la révolte des ouvriers contre les injustices et les excès de l'équipe de Gierek, unanimement jugée par eux comme incompétente. Mais après ? Toutes ces revendications démocratiques ? Berman suffoque presque quand il évoque l'appel adressé par le premier congrès de Solidarnosc aux travailleurs des pays de l'Est : personne ne pouvait tolérer cela, avaler une telle couleuvre. *« Et après il y en un qui a crié "c'est la lutte finale", il s'était rappelé* l'Internationale *(coup de poing sur la table). »* C'était Karol Modzelewski, un des militants les plus connus de l'opposition polonaise, auteur en 1964 avec Jacek Kuron de la *Lettre ouverte au POUP* et... le fils de l'un d'*« eux »* (son père, Zygmunt Modzelewski, était le ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Bierut). *« Par ailleurs,* dit Berman, *c'est un garçon intelligent, mais il s'est perdu, il a tout oublié. »* Lui ?

Klara Robak

1. Cet article est fondé sur la version polonaise, publiée a Londres, en 1985, par les éditions d'Aneks. ONI a été publié en français sous le titre : *ONI, des staliniens polonais s'expliquent*, Paris, 1986, éditions Flammarion.

2. Voir, à ce sujet, l'interview de Isaac Deutscher « La tragédie du communisme polonais entre les deux guerres », *in les Temps modernes*, mars 1958, n° 145, pages 1632-1677.

Souvenirs, souvenirs...

Alain BROSSAT

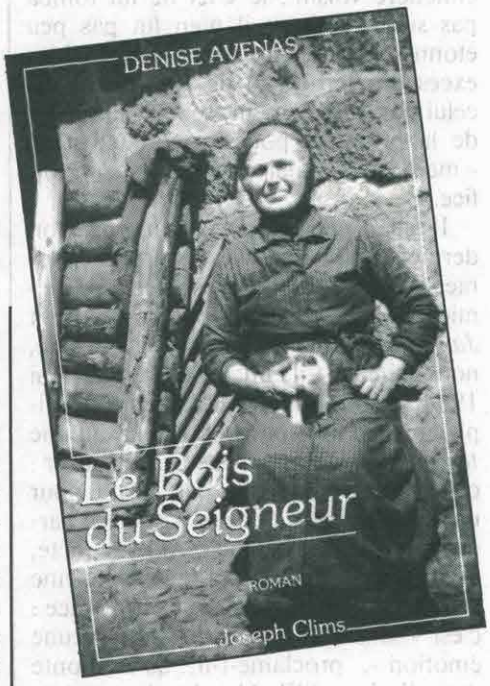
IL est des livres que l'on dirait écrits tout exprès pour illustrer telle sentence ou maxime, telle réflexion sur l'air et le cours du temps présent. Lisant ainsi l'essai-reportage de Maurice Rajsfus, *Retours d'Israël*[1], et le roman de Denise Avenas, *le Bois du Seigneur*[2], je n'ai pu me défaire de l'impression de découvrir comme des variations sur le très bel essai de Pierre Nora intitulé *Entre Mémoire et Histoire*[3], plus précisément le passage suivant : *« On ne parle tant de mémoire que parce qu'il n'y en a plus (...) La curiosité pour les lieux où se cristallise et se réfugie la mémoire est liée à ce moment particulier de notre histoire. Moment charnière, où la conscience de la rupture avec le passé se confond avec le sentiment d'une mémoire déchirée ; mais où le déchirement réveille encore assez de mémoire pour que puisse se poser le problème de son incarnation. Le sentiment de la continuité devient résiduel à des lieux. Il y a des lieux de mémoire parce qu'il n'y a plus de milieux de mémoire. »*

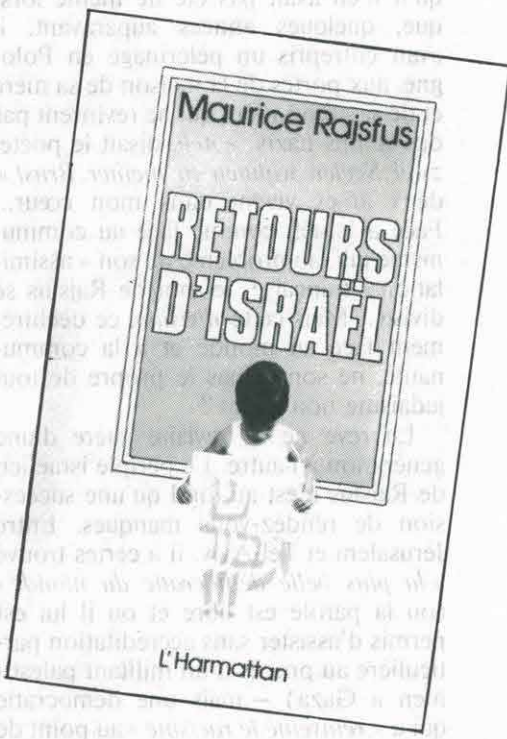
Travaux, exercices de mémoire, quête de soi par le truchement d'un retour (où la piété le dispute au désenchantement) aux « racines », ces deux livres se ressemblent comme deux gouttes d'eau... du Léthé, le fleuve de l'oubli. L'un et l'autre viennent hanter sous des cieux bien divers (l'Ardèche des paysans protestants dans un cas, l'Etat d'Israël des années quatre-vingt dans l'autre) des lieux incontestablement « saints » par quelque aspect – mais néanmoins inhabitables. Proches et lointains, inaccessibles.

Retours d'Israël

Journaliste, essayiste, historien autodidacte, Maurice Rajsfus est une figure singulière. En 1980, il avait lancé un fameux pavé dans la mare en publiant *Des Juifs dans la collaboration – L'UGIF – 1941-1944*[4], enquête méticuleuse et souvent accablante pour ces notables juifs français qui, au nom de la politique du moindre mal, avaient scrupuleusement appliqué les directives de Vichy. Dans sa préface à ce livre, Pierre Vidal-Naquet écrivait ceci : *« Sans doute qualifiera-t-on l'enquête de Maurice Rajsfus d'"inopportune". A peine avais-je ouvert ce dossier que j'entendais dire ceci : "Est-ce vraiment le moment ?". La réponse est : "C'est toujours le moment". (...) Il y a parfois à discuter sur la façon dont Maurice Rajsfus aborde le matériel historique mais "Messieurs les Historiens" – et je ne m'excepte pas du lot – auraient dû commencer. »*

Et en effet : depuis lors, Rajsfus n'a cessé de jouer les enfants terribles du judaïsme français en ouvrant les dossiers qu'il eût mieux valu laisser fermés (*Sois juif et tais toi ! Les Français "israélites" face au nazisme*) mettant à mal avec jubilation consensus et légendes légitimatrices de la – ou plutôt des – mémoires juives de France. Mais en même temps, ce provocateur qui aime tant à faire grincer les dents des dévots et s'est attiré de solides inimitiés du côté du judaïsme institutionnel est à sa manière un fidèle d'entre les fidèles, un Juste, au sens que la religion juive donne à ce terme – la Vérité et l'Equité sont pour lui des valeurs plus élevées que le bon renom dans sa communauté d'origine. Lui qui écrivit un livre de souvenirs insolemment intitulé *Quand j'étais juif*, n'écrit que sur des sujets *juifs* (quatre livres publiés en cinq ans et autant dans ses tiroirs !) ; lui qui s'indigne lorsqu'on lui parle de ses « coreligionnaires » (il est athée) ou de ses « frères » juifs (il est citoyen du monde, français de hasard, comme Pierre Goldmann) semble à tout jamais prisonnier de ce rôle d'empêcheur de danser en rond de sa communauté. Chaque fois que j'ouvre le dernier de ses ouvrages, me revient en mémoire





cette anedocte rapportée par Isaac Deutscher : adolescent, ce grand historien du communisme perdit la foi ; soucieux de se prouver qu'il était à tout jamais émancipé de la « superstition », il s'en fut, par une nuit de shabbat sans lune, consommer quelques tranches de jambon sur la tombe d'un rabbin au cimetière voisin ; le Ciel ne lui tomba pas sur la tête, et il n'en fut pas peu étonné. Il y a de cela dans les inlassables excès d'hétérodoxie de Rajsfus : il est celui qui, rituellement, se lève au milieu de la prière et pousse un retentissant « merde ! » — mais ne rate aucun office...

Il fallait que cela arrive un jour : son dernier blasphème, c'est à propos d'Israël qu'il le profère. D'emblée, les premières pages du livre nous le montrent *Janus bifrons* du judaïsme : s'il a décidé, nous déclare-t-il, un beau jour de mai 1984, d'entreprendre l'obligatoire périple en terre de Sion, c'est qu'il avait une *trace* à y suivre, une piste à y retrouver : celle de son père qui, partageant pour un temps le rêve sioniste, s'était embarqué en 1914, pour Haïfa. Acte de piété, donc, devoir de mémoire. Mais à peine ce chemin balisé, Rajsfus fait volte-face : c'est « sans état d'âme », « sans aucune émotion », proclame-t-il, qu'il monte dans l'avion d'El Al... Et de préciser qu'il n'en avait pas été de même lorsque, quelques années auparavant, il avait entrepris un pélerinage en Pologne, aux portes de la maison de sa mère et de sa grand-mère qui ne revinrent pas des camps nazis. *« Ach*, disait le poète, *zwei Seelen wohnen in meiner Brust »*, deux âmes vivent dans mon cœur... Face à Israël, comme face au communisme juif, au problème de son « assimilation » française, le moi de Rajsfus se divise... Mais cette *division*, ce déchirement face au monde et à la communauté, ne sont-il pas le propre de tout judaïsme non dévot ?

Le rêve ne se revisite guère d'une génération à l'autre. Le périple israélien de Rajsfus n'est au fond qu'une succession de rendez-vous manqués. Entre Jérusalem et Tel-Aviv, il a certes trouvé *« la plus belle démocratie du monde »* (où la parole est libre et où il lui est permis d'assister sans accréditation particulière au procès d'un militant palestinien à Gaza) — mais une démocratie qui a *« réinventé le racisme »* au point de s'apparenter, bientôt, peut-être, à une petite Afrique du Sud ; parti sur les pas de son père, sur une piste juive dessinée en pointillés depuis le lointain *shtetl* polonais des origines, il rencontre, surtout, *« ces nouveaux Juifs qui campent depuis plus de deux générations aux portes mêmes de ce qui fut leur pays »* — les Palestiniens ; lui qui se réjouissait d'avance de retrouver à Haïfa ou Tel-Aviv telle vieille connaissance *juive* (une amie d'enfance, un ancien des Brigades internationales) séduite un jour par l'appel de l'*alya*, il rencontre des *Israéliens* blindés, inaccessibles à tout débat sur le problème palestinien, des *étrangers* avec lesquels la conversation s'épuise rapidement en considération sur la beauté des lieux et la clémence du temps ; animé du secret espoir de retrouver au moins en cette terre juive, en deçà des crispations politiques, quelque chose de cette chaleur communautaire (celle de la famille, du *shtetl*, de la société des immigrés des années trente) à laquelle l'a arraché la planification « exterminationniste » nazie, il n'a trouvé qu'une société nerveuse, anxieuse, agressive où *« partout, c'est à celui qui passera le premier, qui criera le plus fort pour se faire entendre de l'autre »*, où le conservatoire du souvenir de l'horreur et la souffrance se mue en usine à fabriquer la haine et le mépris (*« Comment peut-on être le fils ou la fille de parents jadis pourchassés et tant haïr les Arabes ? »*).

Bref, Israël n'est pas un lieu habitable pour la mémoire du Père. *« J'ai sillonné le pays d'est en ouest et du sud au nord*, écrit mélancoliquement Rajsfus, *j'ai passé une grande partie de mon temps à Jérusalem. J'ai cherché ce pays fraternel dont mon père m'avait parlé — il y a si longtemps — et je ne l'ai pas trouvé* (...) *Un peu imprudemment, j'ai voulu poursuivre les souvenirs de mon père sur cette terre lointaine et je n'ai trouvé que l'oubli sur le terrain de ses espoirs, là où, à vingt ans, il croyait encore à un monde meilleur bâti par des Juifs pour des Juifs. »* Et voici donc l'auteur, nouveau *Chasseur Gracchus*, rejeté, refoulé de cette terre juive réelle mais illusoire, condamné à errer sans relâche et sans paix sur les territoires de l'imaginaire juif. Il ne se fera pas, comme Ilan Halevy, « nouveau juif » — c'est-à-dire palestinien par ce périlleux transfert d'espérance et d'utopie qui le condamnerait à tolérer l'appel des noms *juifs* sur *l'Achille-Lauro* ou ailleurs ; il se sent trop « solidaire du drame » juif pour glisser de la position de « non-Jewish Jew » (Isaac Deutscher) à celle de « Self-Hatred Jew », comme ces renégats inconscients qui, naguère, constituèrent la claque de l'infréquentable Faurisson.

A défaut de pouvoir vraiment habiter quelque petite ou grande patrie communautaire, politique ou intellectuelle, il est condamné à l'errance dans la mémoire. Au fond (sa frénésie investigatrice en témoigne), il ne fait jamais que reconstituer, inlassablement, les lieux et les circonstances du drame qui ont fait de lui cet « homme à part » qui se retrouve seul, à peine adolescent, sur le pavé de Paris, en 1943. En ce sens, Rajsfus ne sera jamais un bon historien « normal », j'entends, un de ceux qui ordonnent, critiquent, mettent en forme des séquences du passé — avec la distance et l'« objectivité » de rigueur. Il ne peut, lui, que travailler dans la *mémoire*, sans cesse assailli, débordé par la présence en lui des ruines, du deuil et du manque. A la différence radicale de l'histoire-historiographie, sa mémoire ne met pas en ordre, elle *ressasse*, ajoutant sans cesse une nouvelle pierre du souvenir au champ de ruines ; ni haineuse ni revancharde (il n'est jamais venu à l'idée de Rajsfus de faire un mauvais parti au flic qui vint chercher ses parents pour les conduire à Drancy et qu'il retrouva après guerre), cette mémoire est inquiète, anxieuse. Chacun des livres de Rajsfus est avant tout le témoin de sa douleur.

Le Bois du Seigneur

Moins déchiré et déchirant que celui de Maurice Rajsfus, le retour aux origines de Denise Avenas vient, lui aussi, confirmer la proposition de Nora selon laquelle l'intensité du besoin et du désir de mémoire est proportionnelle à la rapidité avec laquelle s'estompent et disparaissent les milieux de mémoire. Tableau d'un *monde d'hier* aussi irrévocablement englouti que celui de Stefan Zweig (celui d'une paysannerie du Haut-Vivarais vivant encore largement, au tournant du siècle, en autarcie), ce roman oscille entre le souvenir (pieusement recueilli de la bouche des parents de l'auteur) et l'imaginaire, entre la minutie du travail archéologique et le libre exercice de la fantaisie. Périlleuse entreprise, la difficulté, à laquelle l'auteur n'échappe pas toujours, étant de ne point trop laisser apparaître les raccords de l'un avec l'autre. Mais laissons cela, l'essentiel est ailleurs : le livre de Denise Avenas ne travaille pas dans la nostalgie, ne nous refait pas le coup de l'enchantement des vallons ombreux et de la vie saine sur les plateaux, façon éleveurs de chèvres post-soixante-huitards. L'existence recluse et étroite de ses grand-mères et arrière-grand-mères dont elle reconstitue l'image vraisemblable est faite de labeur harassant, de morts prématurées, de mariages malheureux, davantage que de fêtes au village. Objectivement, suggère avec insistance l'auteur, ce monde perdu est davantage à plaindre qu'à regretter, et comme dirait Snoopy, mieux vaut être professeur et en bonne santé dans une métropole urbaine en 1987 que fermière vivaraise et veuve de guerre en 1917... Et pourtant, ce monde gueux et austère, est source,

lumière : s'y replongeant, le réinventant, y séjournant dans le souvenir et l'imaginaire, Denise Avenas dit s'être *« rassurée »*, rasserénée, *« campée plus fermement »* face à *« un futur toujours plus gros de menaces et de catastrophes »*. Peut-on concevoir meilleure énonciation de la nécessité vitale du travail de mémoire ? La reconquête, le ressassement d'un passé communautaire que l'on sait perdu arment, galvanisent face à un avenir dont on pressent tous les dangers. Au fond, dans leurs réflexions prémonitoires sur le temps historique vécu, Walter Benjamin et Ernst Bloch disaient-ils autre chose ? *« Il est,* écrit Benjamin, *un tableau de Klee nommé* Angelus Novus. *Un ange y est représenté qui semble vouloir s'arracher à un spectacle qui le fascine. Il a les yeux écarquillés, la bouche béante, les ailes déployées ; tel doit apparaître l'ange de l'histoire. Son visage est tourné vers le passé. Là où ne nous apparaît à nous qu'une suite d'événements, il voit, lui, une unique catastrophe, amoncelant inlassablement les décombres et les projetant à ses pieds. Il voudrait un répit pour éveiller les morts, pour rassembler ce qui a été dispersé. Mais du paradis souffle une tempête. Elle s'est engouffrée dans ses ailes si violemment qu'il ne peut plus les refermer. Et sans répit, elle le pousse vers cet avenir auquel il tourne le dos tandis que devant lui l'amas de décombres s'élève jusqu'au ciel. Cette tempête, c'est ce que nous nommons le progrès. »*

Cette dialectique complexe (et tragique) de l'Ange et du temps se prête-t-elle aux travaux et aux jeux littéraires ? Sans doute, mais au risque de s'y perdre. En apparence, le temps du récit de Denise Avenas est limpide (si limpide, si classique d'ailleurs qu'on retrouve exactement le même dans un autre roman récent, où, simplement, la « corsitude » remplace l'« ardéchitude » — *la Terre des Seigneurs*, de Gabriel Culioli [5]) : quatre générations de paysans puis d'ouvriers, puis d'intellectuels (l'auteur et les siens) ardéchois, de la fin du XIXe siècle à nos jours. Mais le temps *réel* du roman, celui de la mémoire, est tout autre ; si les origines symboliques de l'« histoire » sont explicitement situées vers 1880, quelque part entre Lamastre et Saint-Agrève, son départ réel (le « besoin », le « désir » de ce livre s'enracine en un tout autre lieu et en un tout autre temps : à Paris, au tournant des années soixante-dix-quatre-vingt, lorsque prend vraiment consistance le travail du deuil sur les grandes Espérances (l'« utopie », les « illusions ») soixante-huitardes.

Tout, dans ce roman, tient à ce *trompe-l'œil*. Tout le monde n'étant pas Giono, rien de plus fastidieux, en effet, que ces histoires de paysans, avec l'inexorable cycle des travaux, des deuils et des jours. Mais, pas davantage que *Heimat* n'est un film « paysan », *le Bois du Seigneur* (ou *la Terre des Seigneurs*) ne sont des « romans paysans », mais des exercices de mémoire, des gammes sur la dialectique du temps. Ce qui confère à de tels livres leur *effet de profondeur*, ce n'est certainement pas la description méticuleuse du rite des fenaisons ou de la vendetta, mais bien l'aller-retour entre le rendez-vous manqué avec la Révolution et le retour à la « petite patrie » (*Heimat*, justement, de ces barricadiers déracinés que sont Denise Avenas et Gabriel Culioli. Où reprendre pied, *atterrir* après ce vol sidéral au ciel de l'« actualité de la Révolution », de l'universalisme sans rivage, de la culture apatride ? Sur le bitume morose d'une jungle urbaine en proie au chacun pour soi ? Horreur ! La « petite patrie » des origines est là, qui tend une main secourable et fait entendre une petite musique si douce — celle de l'enfance...

Mais la « petite patrie », précisément, n'existe plus. La vie des parents, commencée sur les pentes des *serres*, s'achève entre les quatre murs d'une HLM de sous-préfecture innommable. Le ressourcement ne peut être que le jeu de l'imaginaire. Le récit de Denise Avenas le confesse inlassablement : au fond, malgré ses efforts méritoires pour la faire causer en langue vernaculaire, elle ne saura jamais comment son aïeule servait la soupe ou disait la tendresse à ses enfants. L'« arrachement » si cher à la problématique de Nora est là, insurmontable. *Le Bois du Seigneur* est un puzzle auquel manquera toujours une pièce.

Là est l'aspect un tant soit peu désespéré et, pour tout dire, répétitif, de ce genre d'entreprise — car ici se dévoilent les ruses et les raisons de la mémoire que l'auteur, généralement, ignore : croyant se « retrouver » dans la chaleur du « petit pays » et des ancêtres revisités, il en prend en fait, définitivement congé — en écrivant un livre, en s'installant dans une nouvelle patrie, celle d'une activité symbolique enracinée aux antipodes des usages, croyances et pratiques d'ascendants qui savaient que deux mains servent à élever un muret et ne pouvaient concevoir, même en rêve, l'existence d'une de ces ingénieuses machines *à mémoire* devant laquelle l'auteur s'est assis pour « reprogrammer » leur vie...

Alain Brossat

1. L'Harmattan, 1987.
2. Joseph Clims, 1987.
3. *Les Lieux de mémoire*, ouvrage collectif. Tome I : *la République* (Gallimard, 1984).
4. EDI, 1981.
5. Lieu commun, 1986.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT A DOMICILE	France DOM-TOM	Etranger
2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F
3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
5. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
6. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F
7. QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)	100 F	170 F

6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)		
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F

Nom . . . . . .

Prénom . . . . . .

Adresse . . . . . .

. . . . . .

Formule choisie . . . . . .

Règlement à l'ordre de la PEC,
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.
☎ 48 59 00 80

VIENT DE PARAITRE

Prix : 30 F
En vente à la librairie.
Peut être commandé directement à PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois. (ajouter 7,10 F pour frais de port).

Avec *la Crise, les Crises, l'Enjeu* (144 p), est initiée une petite collection intitulée « Racines », à la portée de toutes les bourses (30 F). Le titre de la collection fait référence à un texte célèbre de Marx, disant en substance que pour avancer vers un avenir incertain, il est bon de faire retour à ses racines. Non pas pour s'y cramponner, mais afin d'y trouver l'élan nécessaire à l'invention consciente et lucide du possible.

Ce premier volume de la collection rassemble trois « essais » sur la crise et les mutations sociales (« Régularités et crises du capitalisme », par Catherine Verla, « Les horizons de la crise », par M. Dupont, « La crise et ses effets sociaux », par F. Ollivier et A. Taillandier).

Les prochains volumes traiteront des thèmes suivants :

– Les transformations sociales et technologiques à l'œuvre dans la crise, ainsi que leurs effets ;

– les références historiques dans l'approche d'une stratégie révolutionnaire et leur actualité ;

– la notion de parti d'avant-garde, ses origines, l'actualité ou non du léninisme ;

– les rapports entre planification et démocratie dans les sociétés post-capitalistes.

AERIP

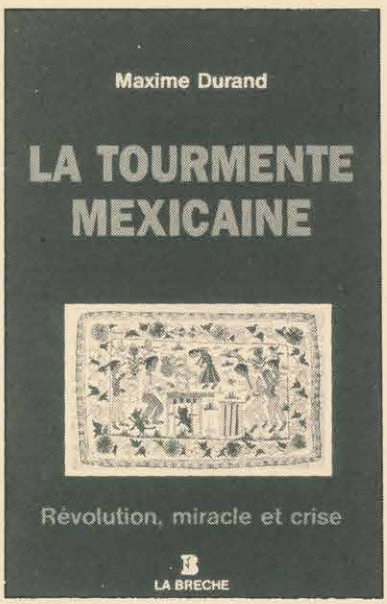
Le compte rendu des journées d'études de l'AERIP sur les mutations économiques, technologiques, sociales et culturelles. Sera disponible à partir de fin juin, au prix de 50 francs.
En vente à la librairie La Brèche.

LAURENT BATSCH
La FEN au tournant

La FEN a quarante ans. Ce livre présente la trajectoire d'une fédération originale dans le champ syndical français.
Il ouvre aussi le dossier de la « recomposition syndicale » : la FEN cherche un nouveau souffle dans la constitution d'une nouvelle confédération « social-démocrate ».
Plus qu'un livre sur le syndicalisme enseignant, *la FEN au tournant* apporte des informations nécessaires à tous ceux qu'intéresse l'avenir du syndicalisme.
176 pages, **66 F.**

En vente en librairie, les deux livres peuvent être commandés directement : à PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. Ajouter 7,10 F pour les frais de port.

MAXIME DURAND
La tourmente mexicaine



L'auteur nous guide à travers un Mexique qui surprend par ses paradoxes. Pays charnière entre l'Amérique latine et le géant US, pays producteur de pétrole mais criblé de dettes, pays où coexistent la liberté politique et la répression sanglante. Régulièrement à la une de l'actualité internationale, le pays de Zapata et de Pancho Villa est engagé dans une crise dont l'issue est plus qu'incertaine. Maxime Durand dissèque l'ensemble des données économiques et sociales de ce pays pour en dresser un tableau précis et passionnant.
200 pages, **73 F.**

Librairie diffusion

LA BRECHE

Lundi : de 14 h à 20 h
du mardi au samedi
de 12 h à 20 h

Achetez-y tous vos livres

5 % d'avoir à partir de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis. 75011 Paris.
Tél : 43 67 63 57

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : **Christian Lamotte.** Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551